

Kohnert, Dirk

Preprint

Sources extérieures des menaces terroristes en Afrique de l'Ouest

Suggested Citation: Kohnert, Dirk (2022) : Sources extérieures des menaces terroristes en Afrique de l'Ouest, Zenodo, Genève,
<https://doi.org/10.5281/zenodo.7314102> ,
<https://zenodo.org/records/7314102>

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/301047>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.



<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Sources extérieures des menaces terroristes en Afrique de l'Ouest

Dirk Kohnert ¹

« Cartographier la violence au Sahara-Sahel »



Source: Zapiro, [cartooning for peace](#), 2019 ²

Résumé: La lutte contre le terrorisme est une tâche complexe, qui ne se limite pas aux options militaires. Il concerne également l'édification de l'État, le nationalisme et le développement durable inclusif. Il existe des sources extérieures fomentant des conflits violents par une coopération étroite entre la criminalité transnationale et les réseaux terroristes. Le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans les systèmes financiers mondiaux font partie intégrante du problème. Les espaces mal gouvernés et non gouvernés favorisent le seigneur de la guerre, à la fois des mouvements terroristes djihadistes radicaux et non-religieux, animés par le localisme et les réseaux informels. La réponse militaire de certains gouvernements et services de sécurité a dégénéré en un contre-terrorisme étatique inadéquat sans égard pour les populations locales. La réponse militaire de certains gouvernements et services de sécurité a dégénéré en contre-terrorisme de l'État au détriment de la population locale. Cela a entraîné des défis pour l'état de droit et les droits de l'homme dans ces pays. Bien que la contre-insurrection militaire transnationale parmi les gouvernements de la CEDEAO se soit améliorée, elle est restée entravée par le fossé entre les pays anglophones et francophones et l'intérêt égoïste des anciens dirigeants coloniaux, la France et la Grande-Bretagne. Pendant ce temps, les terroristes utilisent également efficacement le cyberspace et les médias sociaux pour créer la peur et répandre leurs idéologies violentes. Les effets sur la structure sociale sont considérables, notamment la perte de confiance de la population dans l'administration de l'État et la volonté des villageois de se ranger du côté des terroristes. La lutte contre le terrorisme exige des solutions viables à long terme qui tiennent compte des liens entre la lutte contre le terrorisme, l'état de droit et les droits de l'homme et le développement socioéconomique.

Mots-clés : [Terrorisme](#), [contre-insurrection](#), [criminalité transnationale](#), [État en déliquescence](#), [dictature](#), [gouvernance](#), [autocratie](#), [dévolution du pouvoir](#), [Islamisme radical](#), [seigneurs de guerre](#), [développement durable](#), [mouvements sociaux](#), [médias sociaux](#), [cyberterrorisme](#), [Études postcoloniales](#), [droits de l'homme](#), [État islamique](#), [Afrique de l'Ouest](#), [Afrique subsaharienne](#), [Mali](#), [Niger](#), [Burkina Faso](#), [Ghana](#), [Togo](#), [Bénin](#), [Nigeria](#), [Côte d'Ivoire](#), [Études africaines](#)

JEL-Code: D31, D72, D74, E26, F22, F35, F51, F52, F54, H26, H56, K14, N47, N97, O17, Z12, Z13

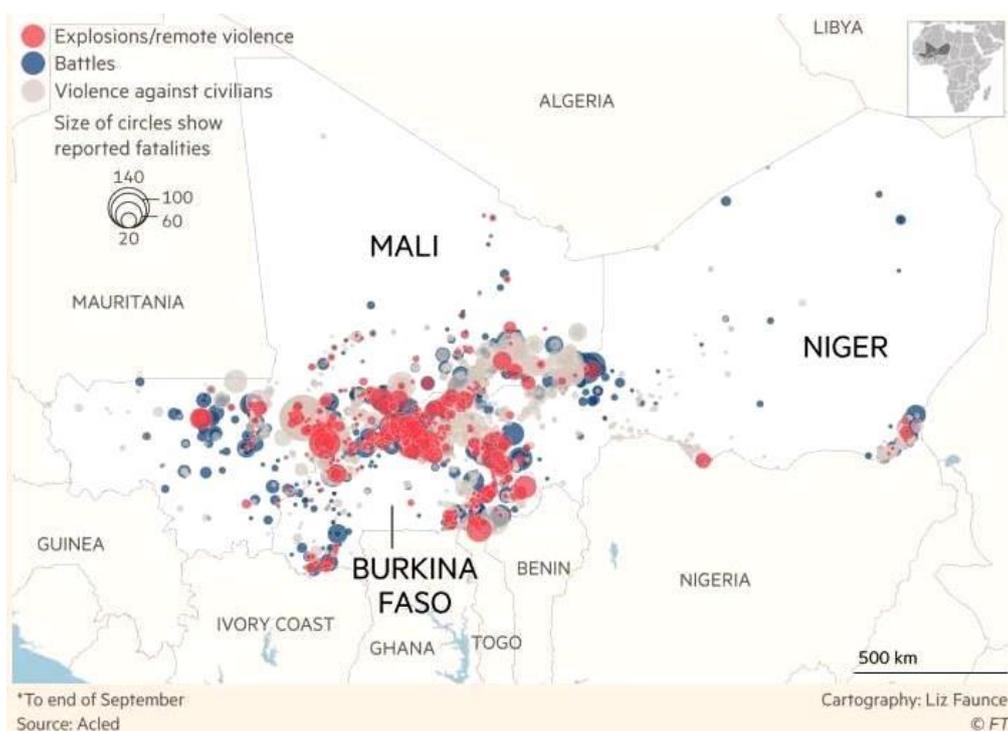
¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). Projet : 11 novembre 2022.

² Jonathan Shapiro, nom de plume [Zapiro](#), est un dessinateur sud-africain de renommée internationale. © (tous droits réservés). Le programme [Securities and Borders](#) du Sahel et Secrétariat du Club de l'Afrique de l'Ouest (SWAC/OCDE) vise à cartographier l'évolution de la géographie de la violence dans la région du Sahel.

1. Introduction

Le [terrorisme](#) est en hausse en [Afrique subsaharienne](#). La zone du [Sahel](#) ouest-africain abrite les groupes terroristes les plus dynamiques et les plus meurtriers au monde. [L'État islamique](#) (IS, ISIS ou [Daesh](#)) a remplacé les talibans en tant que groupe terroriste le plus meurtrier au monde en 2021, avec 15 morts par attaque au [Niger](#) (Global Terrorism Index, 2022). Le déclenchement de la [pandémie de COVID-19 en Afrique](#) et les répercussions de la [guerre de la Russie en Ukraine](#) ont encore accru la menace terroriste. Les activités des groupes extrémistes violents et terroristes en [Afrique de l'Ouest](#) ont augmenté. Depuis janvier 2021, des attaques très médiatisées par des groupes affiliés à [l'État islamique](#) (ISIS) et à [Al-Qaïda](#) ont été enregistrées au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#) (Aubyn, 2021). Au cours des six premiers mois de 2022, les attaques violentes ont de nouveau augmenté de façon spectaculaire dans la région des trois frontières entre le [Mali](#), le [Burkina Faso](#) et le [Niger](#), faisant face au nombre de morts le plus élevé depuis une décennie (D'Amato & Baldaro, 2022; Adeoye, 2022).

Graph 1: Attaques violentes au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#), Janvier à septembre 2022

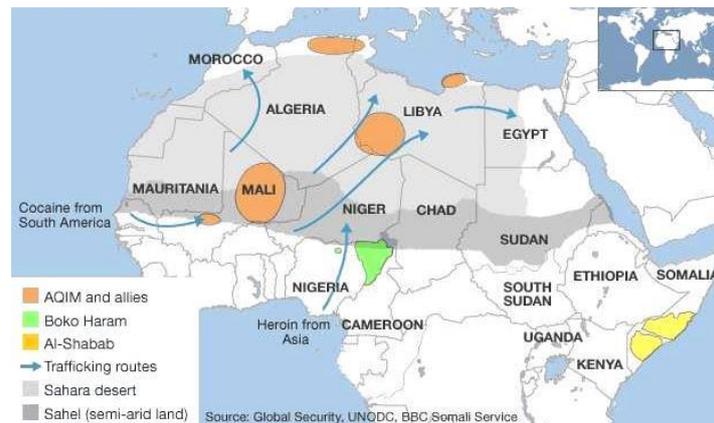


Source: Adeoye, 2022; *Financial Times* © (tous droits réservés)

Mais aussi dans les États côtiers ouest-africains adjacents, comme le [Nigeria](#), la [Côte d'Ivoire](#), le [Ghana](#), le [Togo](#) et le [Bénin](#), la menace terroriste a augmenté (Diarra, 2016 ; KAS, 2022 ; Preuss, 2022 ; Zulkarnain, 2020). Les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont atteint des millions dans le [Sahel](#) occidental. Au cours des deux dernières années, de multiples coups d'État militaires à travers le [Sahel](#) ont remis en question les stratégies de sécurité et l'ensemble du système de contre-insurrection déployé au cours de la dernière décennie qui s'était trop concentré sur les aspects militaires « techniques » et les « solutions rapides » (D'Amato & Baldaro, 2022).

Le risque terroriste a été amplifié par des sources extérieures, tant d'acteurs étatiques armés que non-étatiques, notamment du [Mali](#), du [Niger](#) et du [Burkina Faso](#), mais aussi - depuis des décennies - de [Libye](#), d'[Arabie Saoudite](#) et des [Émirats arabes](#). Néanmoins, chaque région touchée par la menace terroriste a ses propres particularités. L'articulation des influences externes et internes conduit à des dynamiques conflictuelles spécifiques qui rendent difficiles les solutions de transfert un à un. Cependant, au moins une conclusion relève du bon sens : la coopération transnationale dans la contre-insurrection est impérative et la propagation des activités terroristes est mauvaise pour attirer les [investissements directs à l'étranger](#) (IDE) (HongXing et al, 2020).

Graph 2: Les groupes militants islamistes et leurs zones d'influence en Afrique



Source: VOX, [The crisis in Nigeria, in 11 maps and charts](#)³

Graph 3: Sites d'attaques récentes dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest



Source: Kwarkye, 2022

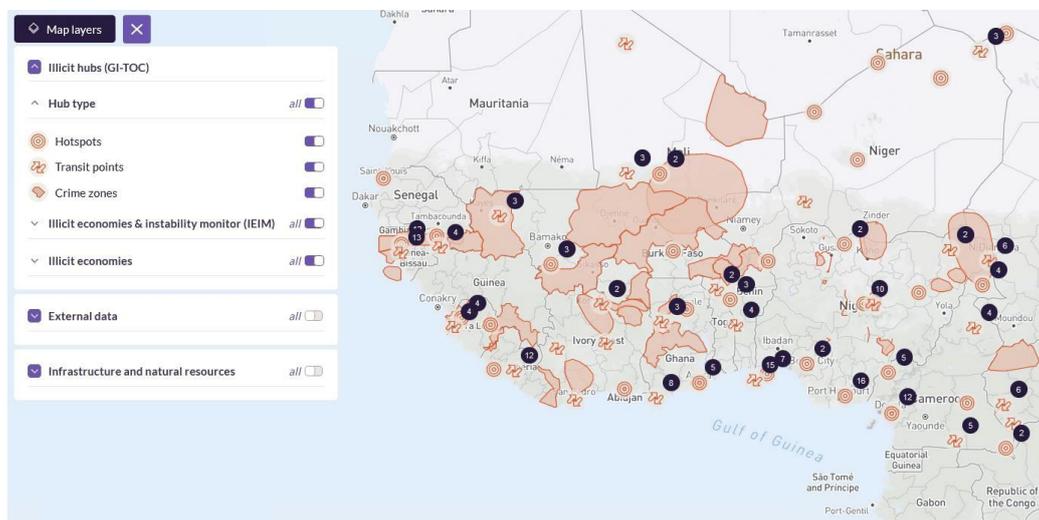
La Force conjointe du Groupe des Cinq du Sahel ([G5 Sahel](#) ou FC-G5S), fondée en 2014 à [Nouakchott](#), en [Mauritanie](#), était une première initiative des États membres de l'[UA](#) pour lutter conjointement contre le terrorisme au [Sahel](#). Il comprenait le [Mali](#), le [Burkina Faso](#), le [Niger](#), la [Mauritanie](#) et le [Tchad](#) et a lancé des opérations de contre-insurrection, en coopération avec l'armée française depuis 2017 (Rupesinghe, 2018). En outre, le [Forum mondial de lutte contre le terrorisme](#) (GCTF), dont les 30 États membres comprenaient le [Nigeria](#) comme seul pays d'Afrique de l'Ouest, a lancé un projet de renforcement des

³ Par Zack Beauchamp@zackbeauchamp zack@vox.com, 13 mai 2014, © (tous droits réservés)

capacités dans la région de [l'Afrique de l'Ouest](#) en septembre 2017 pour élargir la portée du précédent groupe de travail du GCTF sur le Sahel ([GCTF](#)).

Cependant, le terrorisme en [Afrique de l'Ouest](#) n'est pas un phénomène récent et il ne se limite pas à l'islamisme. La violence ethno-religieuse a été fomentée par des chrétiens, par ex. également dans la « [Middle Belt](#) » nigériane (Ike & Chan, 2022). Les luttes intestines des élites politiques et militaires qui ont abouti au terrorisme étaient notoires dans les [États fragiles](#) et défaillants d'Afrique de l'Ouest au cours des dernières décennies, par ex. au [Libéria](#), en [Sierra Leone](#) et en [Guinée-Bissau](#) (Kohnert, 2010). En outre, il existe des problèmes communs de longue date qui alimentent le terrorisme dans presque tous les pays d'Afrique de l'Ouest, tels que les conflits entre agriculteurs et éleveurs, la négligence politique de certaines régions d'un pays au profit d'autres, [l'immigration](#) extra-légale, la [xénophobie](#), [l'ethnisation](#) des conflits et l'instrumentalisation des groupes d'autodéfense (Engels, 2021).

Graph 4: plaque tournantes illicites d'Afrique de l'Ouest
points chauds (cercles), points de transition (flèches) et zones criminelles (zone), 2022



Source: [Global Initiative](#), 2022

Enfin et surtout, les racines du terrorisme actuel étaient déjà posées par la violence du [colonialisme](#), avec le [racisme](#) comme moyen décisif dans la construction du complexe d'infériorité pour les colonisés et de supériorité pour les colonisateurs, comme l'ont souligné [Franz Fanon](#) et [Mahmood Mamdani](#). Ce dernier a souligné que les racines de la propagation de la terreur politique en Afrique et au-delà sont le résultat de « l'affaire inachevée de la guerre froide » (Mamdani, 2004) lorsque les autocrates africains ont été construits et légitimés par [l'Occident](#) et le [Bloc de l'Est](#) pour soutenir les politiques [postcoloniales](#) des puissances mondiales concernées. Les puissances étrangères avaient tendance à n'intervenir que lorsque leurs propres intérêts politiques, économiques et stratégiques étaient en jeu. Le fait de ne pas intervenir lorsque les intérêts n'étaient pas menacés a eu des conséquences lourdes (Schmidt, 2019). Selon Mamdani, la transition de l'islam politique au terrorisme islamiste s'est développée en lien avec la stratégie américaine de la [guerre froide](#) consistant à faire reculer le « [communisme](#) » en [Afghanistan](#), en [Asie du Sud-Est](#), en [Amérique centrale](#) et en [Afrique australe](#) (Obi, 2006). Cela comprenait toutes les facettes des sociétés colonisées, la politique, l'économie, la culture et même la psychologie sociale. Selon [Franz Fanon](#), le refus des « [masques blancs](#) » par les « noirs » sera le prélude à la construction de la conscience de soi africain (Fanon, 1952). En outre, pour lutter contre le terrorisme, il faut aussi contester le [nationalisme ethnique](#), une lutte qui ne peut être gagnée par l'occupation, comme le montre

l'issue de la lutte internationale contre le terrorisme en [Afghanistan](#) (Mamdani, 2004 ; Anós Té, 2022).

L'étude suivante, basée principalement sur des sources secondaires en ligne, se concentrera principalement sur les sources extérieures et les conditions environnantes propices au terrorisme islamiste au [Sahel](#). Cependant, le terrorisme non-islamiste n'est pas négligeable, comme nous le montrerons plus loin en prenant l'exemple des États côtiers d'Afrique de l'Ouest les plus touchés. Un problème central est le lien entre le terrorisme et la [criminalité transnationale](#), le [blanchiment d'argent](#) et le [trafic](#) de toutes sortes, notamment le [narcotrafic](#), [d'êtres humains](#) (migrants, enfants et travailleurs du sexe) et [d'armes](#), [l'Afrique de l'Ouest](#) étant une plaque tournante stratégique pour les passeurs qui expédient de la drogue d'Amérique latine vers Europe et Moyen-Orient.

2. Le terrorisme islamiste au Sahel

Cartoon 2: Terrorisme multinational de [l'État islamique](#) ⁴



Source: Caricature de [Damien Glez](#), 2020

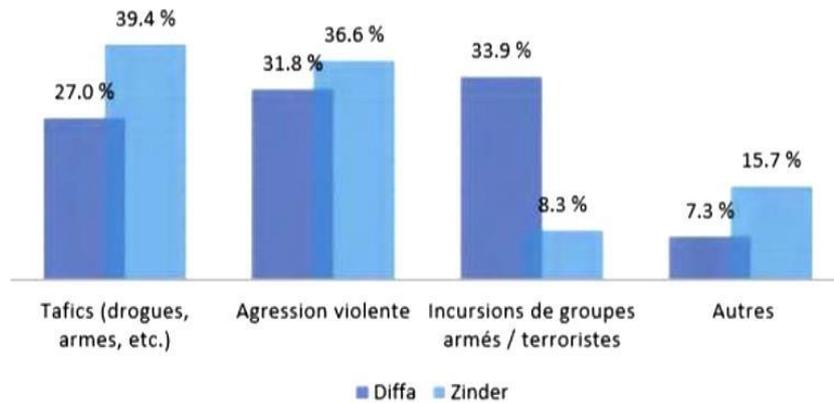
Les tendances radicales et violentes ne sont pas nouvelles en [Afrique de l'Ouest](#). Ses racines étaient déjà posées par les [Empires de Sokoto](#) et de [Kanem-Bornou](#) au 19e siècle lorsqu'ils terrorisaient la population dans les territoires conquis avec des raids d'esclaves réguliers. Le conte de fées d'un islam « tolérant » ordinaire en [Afrique de l'Ouest précoloniale](#) est apparemment une défense évasive des élites dirigeantes.

Le « [deuxième vent du changement](#) » en Afrique de l'Ouest, déclenché par les [Conférences nationales souveraines du Bénin](#) et d'autres États subsahariens au début des années 1990, a également donné naissance à de nombreuses organisations religieuses islamiques radicales qui voulaient se poser comme des alternatives à l'islam établi. Ainsi, la première génération d'associations islamiques non-étatiques a été créée, par ex. en [République du Niger](#), « l'Association Nigérienne pour l'Appel Islamique et la Solidarité » (ANASI), « l'Association Nigérienne pour l'Appel Islamique Unité et Solidarité » (ANAUSI), « l'Association Nigérienne pour la Diffusion de l'Islam au Niger » (Adin Islam) et « l'Association pour la promotion de la culture islamique » (ARCI) (Ibrahim, 2019). Le développement du terrorisme a été stimulé par des éléments supplémentaires, séparés et interdépendants comme la

⁴ Cartoon. [Areva](#) (multinationale française, spécialisée dans le nucléaire) ? – [Daech](#) (État islamique). – Source: *Le dessin du jour*: « Au Sahel, les perspectives d'avenir ne sont pas très rassurantes ». *Courrier international*, 17 janvier 2020, © (tous droits réservés).

croissance des écoles arabo-musulmanes ([Madrasas](#)), la mise en place de la banque islamique et de la [finance islamique](#), l'évolution des pratiques culturelles, etc.

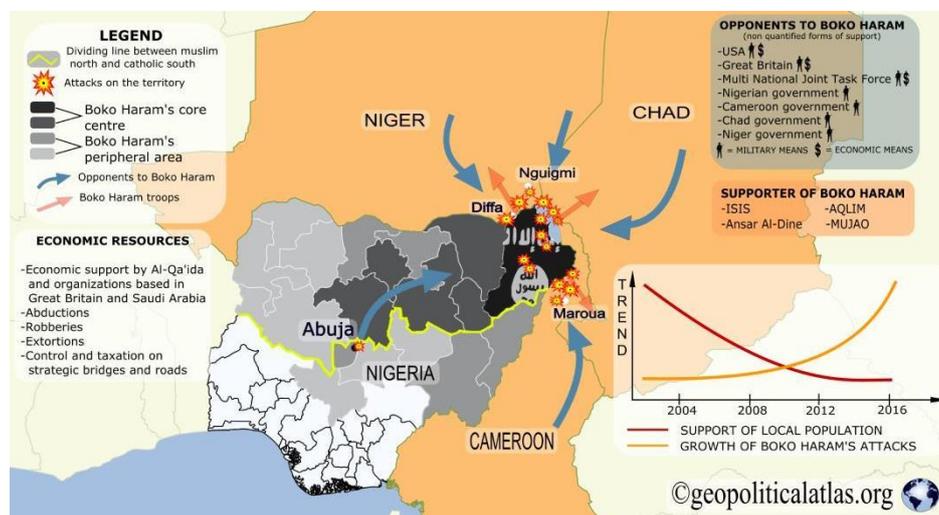
Graph 5: Types de problèmes de sécurité transfrontaliers selon les populations locales



Source : Ibrahim, 2019

[Boko Haram](#) était l'un des groupes terroristes les plus meurtriers d'Afrique de l'Ouest. À son apogée, sous le règne d'[Abubakar Shekau](#), elle a tué quelque 20 000 personnes et en a enlevé des milliers, dont des membres des forces de sécurité nigériennes et des écolières. De plus, il a capturé quatorze zones de gouvernement local dans le nord-est du Nigeria ([État de Borno](#)), qui ont été déclarées partie du [califat islamique](#) de [Boko Haram](#).

Graph 6: Localisation et actions de [Boko Haram](#)



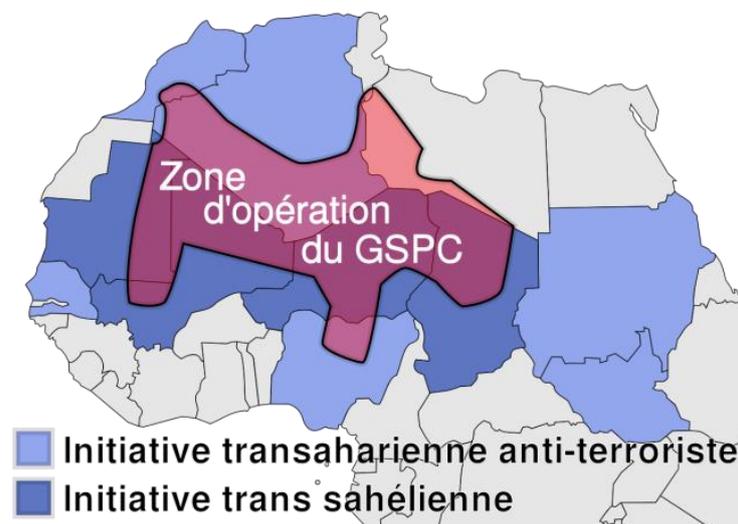
Source: [Mandala Projects](#), *Inventaire des conflits et de l'environnement (ICE)*, Boko-Haram © atlasgeopolitique.org (tous droits réservés)

Le financement est à la fois l'élément vital d'une organisation terroriste et l'une de ses vulnérabilités les plus importantes (Cannon & Iyekekpolo, 2018). Le financement initial de [Boko Haram](#) est probablement venu d'[Oussama ben Laden](#). Il avait promis et aurait déboursé trois millions d'euros pour financer le [djihad](#) mondial dans les émirats nigériens dès 2002/2003. Plus tard, notamment entre 2003 et 2009, le groupe a obtenu des financements en prélevant des cotisations auprès des membres et des dons de riches hommes d'affaires et politiciens. Il a même ajouté des fonds publics par l'intermédiaire de l'un de ses membres,

Alhaji Buji Fai, deux fois président des zones de gouvernement local de [Kaga](#) dans [l'État de Borno](#), qui avait été membre du conseil exécutif de l'État de Borno en tant que commissaire aux ressources en eau avant d'être transféré au ministère des affaires religieuses. Il a été tué par les services de sécurité de l'État en juillet 2011 (Sani, 2011). L'extorsion de « frais de protection » auprès des gouverneurs et des résidents pour éviter d'être attaqués, ainsi que le vol de banque et les enlèvements contre rançon, constituaient d'autres sources de financement extérieures importantes. L'extension transfrontalière et la mondialisation ont facilité l'expansion de [Boko Haram](#). Ils ont attribué à la prolifération des armes légères et de petit calibre, y compris la circulation fluide des armes illicites, des systèmes d'armes, des fonds, de la formation et des tactiques opérationnelles (Cannon & Iyekekpolo, 2018; Walker, 2012).

Il ne s'agissait pas d'un seul processus unidirectionnel de radicalisation de l'islam, mais la radicalisation de la religion s'est également produite dans les [églises chrétiennes pentecôtistes](#) et au sein du monde islamique des factions différentes, parfois concurrentes, et même antagonistes, opérant selon leurs logiques largement locales. Cependant, le durcissement des divisions idéologiques a été renforcé par l'ambition croissante de l'affilié de [l'État islamique](#) au [Sahel](#) et la pression de [l'État islamique central](#) pour que ses satellites régionaux adoptent une approche plus conflictuelle envers ses rivaux (Nsaibia & Weiss, 2020). La croissance de l'insécurité transfrontalière dans le [Sahel](#) occidental et le [bassin du lac Tchad](#) a été facilitée par la pauvreté générale de la région, des [États faibles et défaillants](#) et une coopération internationale inefficace (Ibrahim, 2019). Cependant, les préoccupations idéologiques ou la passion religieuse étaient censées être secondaires dans la sélection des cibles, ce qui contredit un récit populaire mais non fondé dans les études sur le terrorisme. Au lieu de cela, un intérêt rationnel à survivre et à riposter contre les efforts de [contre-insurrection](#) s'est développé (Cannon & Iyekekpolo, 2018).

Graph 7: Zone d'intervention d'[AQMI](#) (anciennement [GSPC](#), en rose)⁵



Source: [GSPC](#), Wikipédia

⁵ Carte montrant la zone d'opérations AQMI / GSPC (rose), les États membres de la [Pan Sahel Initiative](#) (bleu foncé) et les membres du [Trans-Saharan Counterterrorism Initiative](#) (bleu foncé et bleu clair) à partir de 2011. - Source de la carte : [Groupe salafiste pour la prédication et le combat](#), Wikipédia français, dessiné par Mapa_GSPC.svg: Original en:User:Orthuberra. Vector version Chabacanoderivative work: M0tty (talk); — Mapa_GSPC.svg, CC BY-SA 3.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=17121474> . Source de la légende de la carte : [Islamist insurgency in the Sahel](#), English Wikipedia.

À l'ère moderne, les rebelles islamistes du [Sahel](#) ouest-africain, appelés « al-Qaïda au Maghreb islamique » ou [AQMI](#), ont intensifié leur violence depuis 2007. En 2012, deux groupes radicaux se sont séparés d'AQMI, le [bataillon Al-Mulathamun](#) et son unité subordonnée, al-Muwaqi'un Bil-Dima (« Ceux qui signent avec le sang »), dirigé par le triste sire [Mokhtar Belmokhtar](#). Ce dernier avait déjà combattu avec les [moudjahidines](#) en [Afghanistan](#) et s'était entraîné avec [Al-Qaïda](#). À la fin des années 1990, Belmokhtar a pris le contrôle des routes de contrebande transsahariennes lucratives, gagnant apparemment des millions, entre autres grâce au trafic de cigarettes. Belmokhtar a participé à la création du « [Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat](#) » (GSPC) qui est devenu AQMI en 2007 (DNI, 2022).

[AQMI](#) serait l'un des groupes radicalisés les mieux armés et les plus riches de la région en raison du paiement des demandes de rançon par les organisations humanitaires et les gouvernements des pays développés (Nossiter & de la Baume, 2012). Déjà en 2013, on estimait qu'ils avaient levé plus de 50 millions de dollars US au cours de la décennie précédente (Corera, 2013; al-Qaïda au Maghreb islamique, Wikipédia). En 2017, la branche saharienne d'AQMI a fusionné avec le [Front de libération du Macina](#), [Ansar Dine](#) et [Al-Mourabitoun en Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin](#) (JNIM). Elle est ainsi devenue la branche officielle d'Al-Qaïda au Mali ([Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin](#), Wikipedia).

Graph 8: Différences entre cyberterroristes et cybercriminels

Terrorists (Motives and methods)	Criminals (motives and methods)
Ideology, religion political	Financial or personal gain
Psychological warfare	Data mining: identify theft, credit card scam
Publicity, propaganda, and information sharing	Espionage or competitive advantage
Recruitment and training/networking	Fun, curiosity, or pride
Fundraising, money laundering	Grudge or personal offense
Data mining	Money laundering, fraud
Planning and coordination	

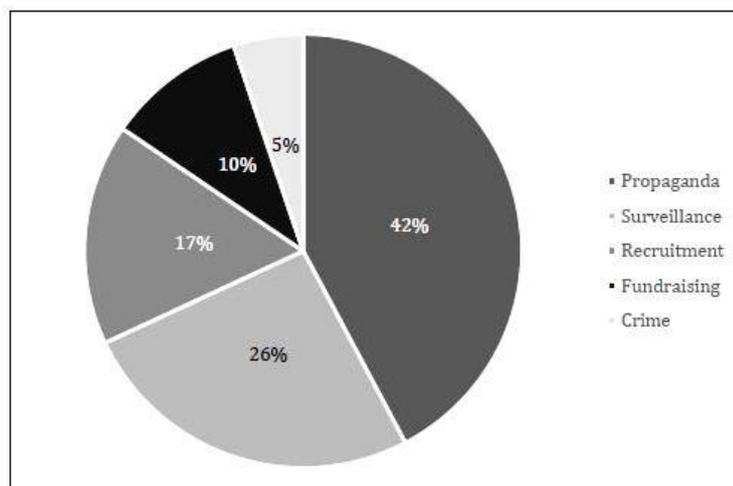
Source: Ogunlana, 2019

[L'État islamique](#), également appelé IS, ISIS, ISIL ou par son acronyme arabe [Daech](#), était estimé en 2015 à un budget annuel de plus d'un milliard de dollars américains et à plus de 30,000 combattants. Bien que principalement actif au [Moyen-Orient](#), par ex. en [Irak](#) et en [Syrie](#), il a également perpétré des attaques dans des pays [d'Afrique subsaharienne](#) à forte population musulmane, tels que le [Nigeria](#), le [Cameroun](#), le [Tchad](#), le [Mali](#) et le [Niger](#) (sa « province de l'Afrique de l'Ouest ») et en République démocratique du [Congo](#) (sa « province d'Afrique centrale ») (Mina al-Lami, 2019). Son financement était assuré par diverses sources, notamment les ventes illicites de pétrole, le trafic de drogue, l'extorsion, le crime organisé, la vente d'œuvres d'art anciennes et les dons de sources extérieures (U.S. Gov., 2014).

Cependant, le financement des groupes terroristes islamistes a considérablement changé au cours de la dernière décennie. Premièrement, en raison de la prolifération d'espaces non ou sous-gouvernés qui ont permis aux terroristes d'exploiter les populations et les ressources locales. La possession de territoire a considérablement augmenté la capacité organisationnelle

des terroristes à lever des fonds (Levy & Yusuf, 2021). Deuxièmement, en raison d'une tendance évolutive vers des individus autofinancés ou de petites cellules terroristes, s'appuyant sur le financement localisé du terrorisme. Il est possible qu'ils ne dépendent plus de sources extérieures, mais qu'ils s'autofinancent, soit par un emploi légal, soit par une activité criminelle de faible ampleur. De plus, il existait des réseaux militants dormants qui pouvaient être activés à court terme. Ainsi, les outils traditionnels utilisés par le « [renseignement financier](#) » international pour lutter contre le financement du terrorisme, par ex. en identifiant et en signalant les transactions liées au terrorisme et en suivant les mouvements de fonds via des comptes bancaires et des rapports d'enquête, pourrait être remise en question (Bauer & Levitt, 2020). La réduction de l'espace par les moyens de communication modernes aurait favorisé la propagation du phénomène [djihadiste](#) au [Sahel](#) (Sambe, 2013). Les terroristes utilisent de plus en plus le [cyberespace](#) et le marketing des [médias sociaux](#) comme une alternative bon marché pour communiquer et coordonner leurs activités afin de semer la peur et de répandre leurs idéologies violentes. Cela a rendu les technologies de [contre-insurrection](#) telles que [l'intelligence artificielle](#) (Kohnert, 2022a) cruciale avec un impact considérable pour stimuler les efforts de lutte contre le terrorisme (Ogunlana, 2019).

Graph 9: Les cyberactivités des terroristes nigériens identifiées par les personnes interrogées



Source: Ogunlana, 2019

En mars 2017, plusieurs groupes islamistes de premier plan ont fusionné sous la bannière [d'Al-Qaïda](#) pour former un nouveau groupe, la Jama' at Nusrat al-Islam wal Muslimin (JNIM ou Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, [GSIM](#)) qui a commis de nombreuses attaques à travers [l'Afrique de l'Ouest](#), frappant principalement des Français, l' [ONU](#) et forces de sécurité ouest-africaines (Zimmerer, 2019).

En outre, l'[AQIM](#) et l'[EI](#) s'appuieraient de plus en plus sur les réseaux européens impliqués dans le trafic de stupéfiants (Munkittrick, 2010). Pour lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée en [Afrique de l'Ouest](#), il a été demandé de renforcer et d'élargir les efforts aux niveaux national et régional ([CEDEAO](#)) pour créer une stratégie multidimensionnelle et transdisciplinaire solide, axée sur l'amélioration de la gouvernance, du développement et de la sécurité dans la région (Onuoha & Ezirim, 2013; Benedikter & Ouedraogo, 2019).

Graph 10: Noms d'organisations terroristes et de mouvements séparatistes connu pour être actif dans le cyberspace nigérian

Organizations	Categories	Modus (Website/Social media
Boko Haram	Terrorist organization	Uses YouTube, Twitter, and Facebook and has an official web page in the form of a blog ¹² through which it publishes its propaganda and recruits members. http://www.usufislamicbrothers.blogspot.com
Indigenous People of Biafra (IPOB)	Nigeria government designated IPOB a terrorist organization on September 20, 2017	Active on the social media for recruitment, fundraising, and incitement. The group has official website: www.ipob.org
Islamic State West Africa and the Movement for Unity & Jihad in West Africa	Terrorist groups; both offshoots of ISIS and Al-Qaeda in the Islamic Maghreb	Social media platform. www.youtube.com
Movement for Actualization of the Sovereign State of Biafra	Separatist movement	Active on social media: https://www.facebook.com/Massob-170125269761711/ . Website: http://massob.biafranet.com/
Movement for the Emancipation of the Niger Delta	Separatist movement	Social media platform. www.youtube.com

Source: Ogunlana, 2019

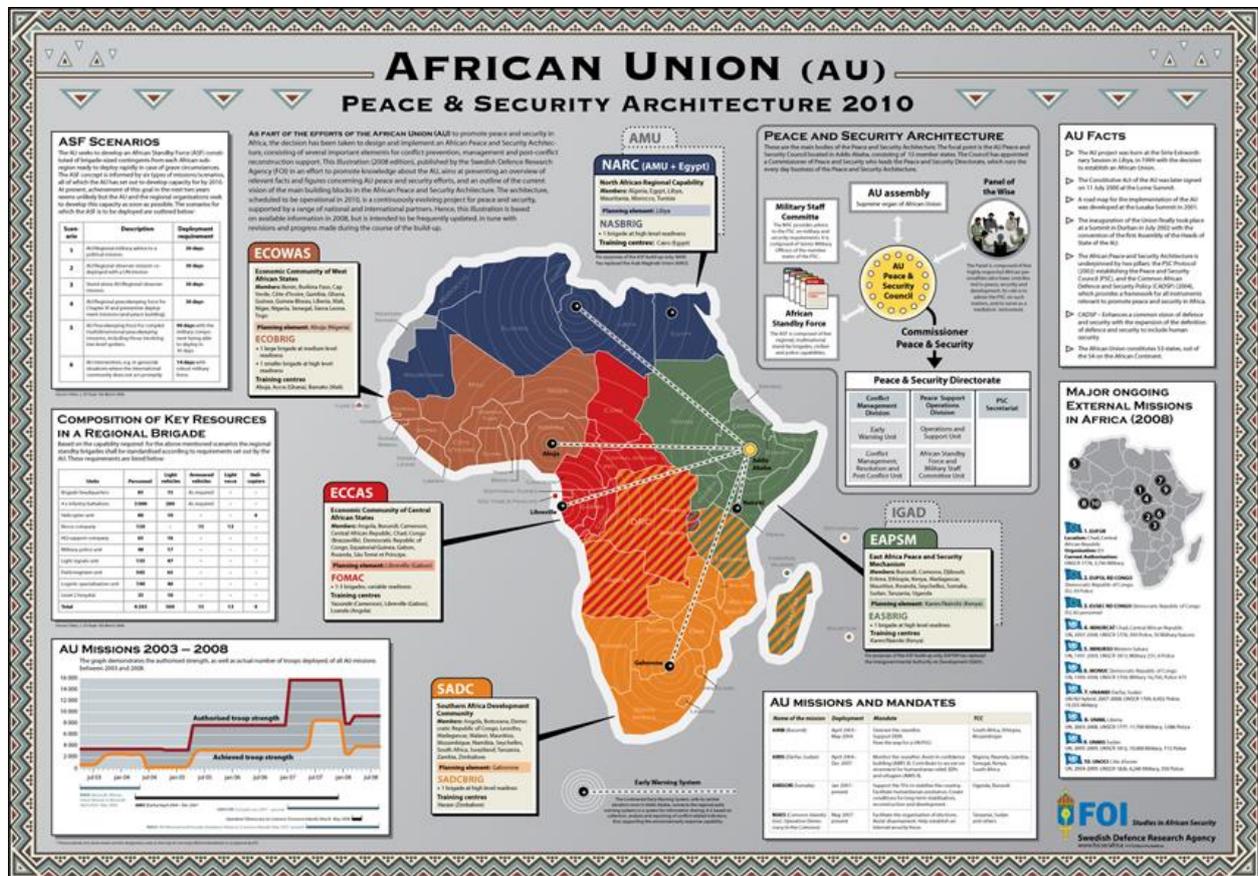
Cependant, compte tenu de ses perspectives à moyen et long terme, en dehors de l'intervention militaire d'acteurs étatiques et non étatiques armés, par ex. du [Mali](#), du [Niger](#), de la [Libye](#) et de la [France](#), ont peut-être davantage contribué à déstabiliser qu'à stabiliser la région. Notamment, l'opération française « [Barkhane](#) » a été critiquée parce qu'elle aurait créé et consolidé une dépendance néocoloniale (Engels, 2021). La Force opérationnelle européenne « [Takuba](#) » et la Mission financière multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation ([MINUSMA](#)) dans la région étaient également concernées.

Cette critique s'est répandue encore plus en raison des violations flagrantes des droits de l'homme commises par les forces de sécurité de l'État et les [groupes d'autodéfense](#) soutenus par l'État au nom de la sécurité et du développement (Engels, 2021 ; Idrissa, 2019 ; Lacher, 2021).

Les stratégies contre-productives de la [France](#) ont peut-être été employées, car pour [Paris](#) un développement socio-économique durable de la région n'était qu'une importance secondaire. Les stratégies de [contre-terrorisme](#) et de couverture du réseau clientéliste de la [Françafrique](#) prévalaient toujours. De plus, son intervention en [Libye](#) a également servi de couverture pour

soutenir le chef de milice [Khalifa Haftar](#) en coopération avec les [Émirats arabes unis](#) (Lacher, 2021).

Graph 11: L'architecture africaine de paix et de sécurité de l'UA



Source : Ibrahim, 2019

3. Le terrorisme non-islamiste au Sahel

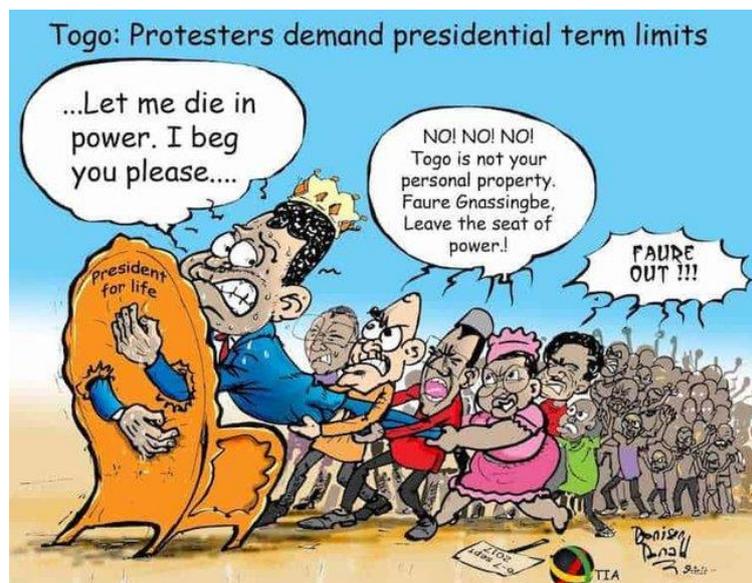
Cartoon 3: « *Le terrorisme d'État est aussi dangereux que le djihadisme* »



Source: *L'Alternative*, [iStock](#), 11 August 2022 ⁶

L'une des caractéristiques les plus frappantes du [terrorisme islamiste](#) en [Afrique de l'Ouest](#) a été son apparente résistance aux réponses nationales et internationales de plus en plus massives. L'une des raisons est que le [\(contre-\) terrorisme d'État](#) peut être aussi dangereux et contagieux que le [djihadisme](#). La [contre-insurrection](#) ou d'autres actions militaires de l'État et du cadre de sécurité international peuvent paradoxalement saper la sécurité humaine et environnementale régionale et intra-nationale. Ainsi, les solutions militaires descendantes échouent souvent à résoudre les asymétries de pouvoir et les racines historiques, politiques et socio-économiques des conflits violents et des crises dans la région (Obi, 2006).

Cartoon 4: « *Togo : À contre-courant ...* » ⁷



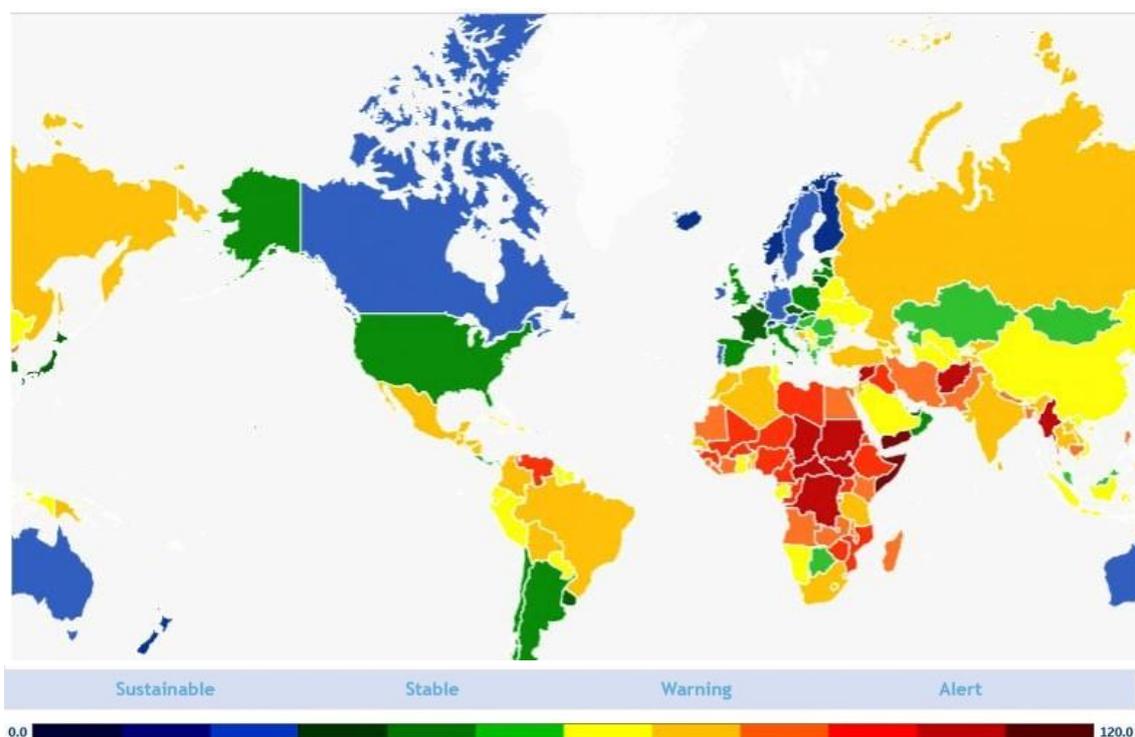
Source: Donisen Donald

⁶ Illustration : *iStock* : « [Confiscation du pouvoir par la force, un terrorisme d'État aussi dangereux et contagieux que le djihadisme](#) ». *L'Alternative* - www.27avril.com , 11 août 2022. © (tous droits réservés).

⁷ Caricature sur le règne autocratique au « [Togo : à contre-courant ...](#) ». - Le dirigeant togolais [Gnassingbé](#) résiste aux appels à la limitation du mandat présidentiel. - Source: [Donisen Donald](#). - Aklassou-Gana Kossi, alias « Donisen Donald », est un caricaturiste du Togo, 2018. © (tous droits réservés)

De plus, des autocrates ouest-africains comme le [clan Gnassingbé](#) au [Togo](#) ont utilisé le terrorisme contre des opposants politiques pendant des décennies. Par exemple, [Gilchrist Olympio](#), chef de l'opposition de longue date et fils de [Sylvanus Olympio](#), premier président du Togo, qui a été assassiné par [Gnassingbé Eyadéma](#) lors d'un coup d'État en 1963, a été attaqué et grièvement blessé dans une embuscade à Soudou, une localité de la [préfecture d'Assoli](#) dans le [région de la Kara](#), région d'origine du clan Gnassingbé, le 5 mai 1992, en compagnie de 12 membres de son entourage. Selon les enquêtes de la Fédération internationale des droits de l'homme ([FIDH](#)), l'un des fils d'Eyadéma, Ernest Gnassingbé, demi-frère du président en exercice [Faure Gnassingbé](#), était à l'origine de la tentative d'assassinat (Kohnert, 2010a; Ribault, 1992).

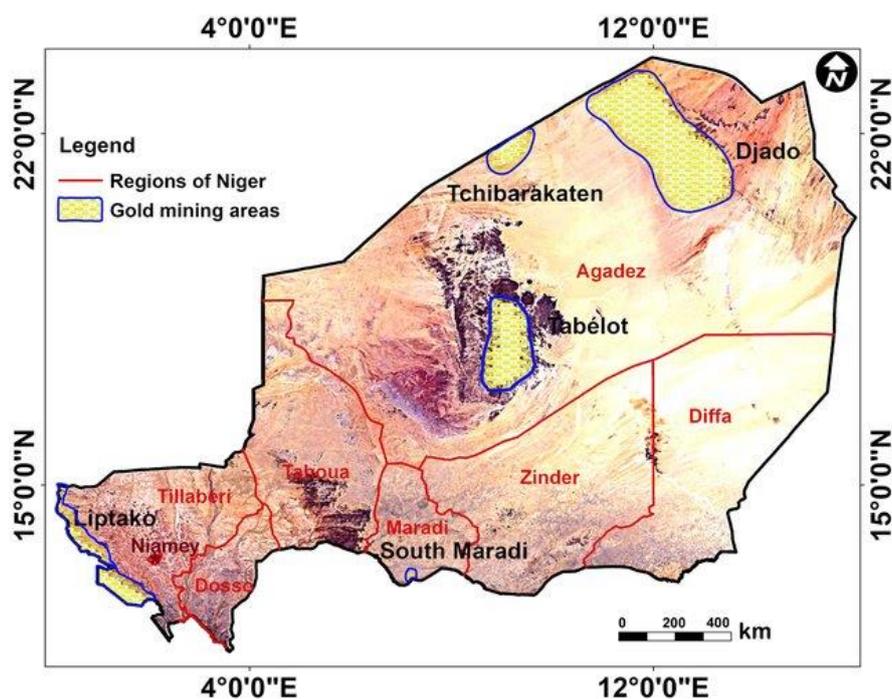
Graph 12: Fragilité dans le monde 2022



Source: [Fragile States Index](#), The Fund for Peace, 2022

La prévalence de la perception publique négative du terrorisme d'État est d'autant plus compréhensible compte tenu de la légitimité et de l'efficacité douteuse des [États africains défaillants et fragiles](#) (Asafa, 2015). Ces derniers sont perçus à juste titre depuis l'époque coloniale comme favorisant des intérêts religieux, ethniques et de classes particulières. De nombreux membres des mouvements de [libération nationale](#) ont été traqués comme « terroristes » par les administrations coloniales. Même [Nelson Mandela](#) avait été qualifié de « terroriste » non seulement par le [régime d'apartheid](#) d'Afrique du Sud. Enfin, et ce n'est pas le moins important, le terrorisme et la contre-insurrection avaient des dimensions spécifiques à l'homme / ou à la femme de grande portée. Notamment, les femmes étaient perçues comme des proies faciles et efficaces, ce qui rappelle [l'enlèvement de Zamfara](#) le 26 février 2021 lorsque 317 filles ont été enlevées, toutes libérées le 2 mars suivant, ainsi que [l'enlèvement d'écolières de Chibok](#) en 2014, lorsque [Boko Haram](#) a enlevé 276 filles d'une école de [l'État de Borno](#), dans le nord-est du Nigéria. Beaucoup sont encore considérés comme portés disparus aujourd'hui (Busher, 2014).

Graph 13: Principales zones d'activité d'orpaillage au Niger



Source: Saley et al, 2021

En République du [Niger](#), le ministre des Mines, est intervenu en 2021 contre des soupçons de financement du terrorisme en fermant les sites d'extraction d'or au [Djado](#) et dans la [région de Tillabéri](#) et en demandant l'expulsion de différents réseaux criminels transfrontaliers, principalement composés d'étrangers qui avaient envahi les sites aurifères de [Tchibarakaten](#). L'administration locale a également interdit la vente de carburant dans des conteneurs dans la région des trois frontières ([Autorité du Liptako-Gourma](#)) pour perturber l'approvisionnement en moyens de transport (motos) des terroristes ainsi que la production de poivre et l'activité de pêche dans la [région du lac Tchad](#), soupçonné de contribuer au financement du terrorisme (GIABA, 2021).

4. Le terrorisme islamiste dans les États côtiers

Cartoon 5: [Fusillade de Grand Bassam](#), Côte d'Ivoire, 2016



Source : Lassane Zohoré (Ivory Coast) ⁸

Également dans les États côtiers adjacents [d'Afrique de l'Ouest](#), comme le [Nigeria](#), la [Côte d'Ivoire](#), le [Ghana](#), le [Togo](#) et le Bénin, la menace terroriste a augmenté (Diarra, 2016 ; KAS, 2022 ; Preuss, 2022 ; Zulkarnain, 2020). La [fusillade de Grand-Bassam](#) du 13 mars 2016 en [Côte d'Ivoire](#) a attiré l'attention internationale. Lors de l'attaque de la station balnéaire de [Grand-Bassam](#) en [Côte d'Ivoire](#), fréquentée par des expatriés et des Ivoiriens fortunés, au moins 19 personnes ont été tuées et 33 blessées par des terroristes d'[AQMI](#) (Tran & Smith, 2016). De nouvelles [attaques menées à Kafolo](#) le 10 juin 2020 et la double [attaque de Kafolo et de Kolobougou](#) le 29 mars 2021, ainsi que la pose d'un engin explosif improvisé quelques jours plus tard dans la région de Kafolo, ont été interprétées comme signalant une offensive contre l'un des pays côtiers les plus importants [d'Afrique de l'Ouest](#), et peut-être comme une volonté de s'y implanter (KAS, 2022). L'attaque de Kafolo a eu lieu près de la frontière avec le [Burkina Faso](#). Il s'agissait de la première attaque djihadiste sur le sol ivoirien depuis l'attentat de Grand Bassam en 2016.

Graph 14: Sites d'attaques récentes dans les États côtiers [d'Afrique de l'Ouest](#)



Source: Kwarkye, 2022

⁸ Dessin de [Lassane Zohoré](#) (Côte d'Ivoire), publié en *Gbich*. Paris: *Le Monde*, 16 mars 2016 par *Cartooning for Peace*. © (tous droits réservés). La caricature fait référence à un attentat terroriste, le dimanche 13 mars 2016, par AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) sur la station balnéaire de Grand-Bassam en [Côte d'Ivoire](#).

En général, l'insécurité dans la plupart des pays côtiers était liée à des conflits ethniques internes non résolus, à des différences religieuses et culturelles, à des conflits de partage du pouvoir, à la corruption et à l'injustice, à des institutions non-démocratiques et faibles et à des conflits frontaliers. Au [Ghana](#), par exemple, la menace du terrorisme local variait, mais la menace la plus importante constituait le recrutement de musulmans ghanéens par l'[EI](#).

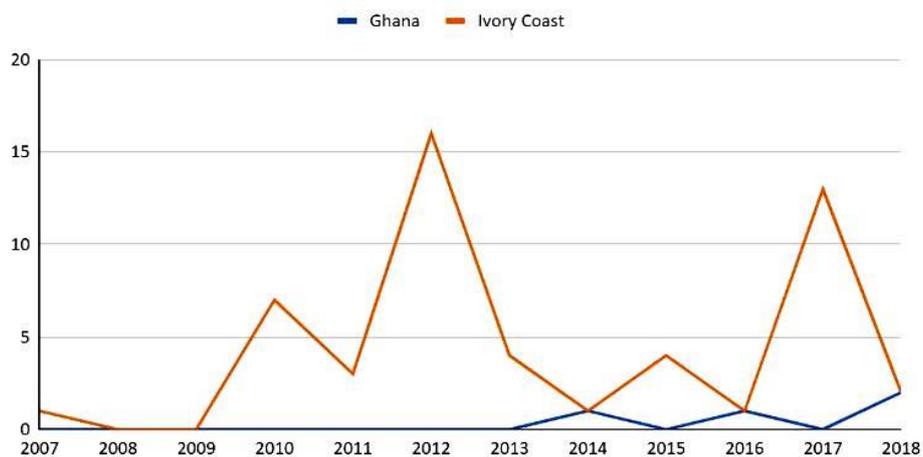
Cartoon 6: Fusillade de Grand Bassam, Côte d'Ivoire, 2016



Source: Dieudonné Konan (Ivory Coast) ⁹

Les rapatriés de [L'État islamique](#) de pays musulmans tels que [l'Afghanistan](#), la [Libye](#), la [Palestine](#), [l'Irak](#) et la [Syrie](#) comptaient parmi les facteurs cruciaux du recrutement au [Ghana](#). Ses partisans de la région ont également cité le [Togo](#) et le [Bénin](#) comme cibles possibles (Zulkarnain, 2020). En fait, un groupe de terroristes jusqu'alors inconnus a attaqué un poste de police à la frontière du [Togo](#) avec le [Burkina Faso](#) en novembre 2021 (Preuss, 2022).

Graph 15: Attaques terroristes réelles et tentatives au [Ghana](#) et en [Côte d'Ivoire](#), 2007-2018



Source: Mahajan, 2021

Le 8 février 2022, dans le nord du [Bénin](#), 7 membres du personnel du parc national et 1 militaire ont été tués et 12 personnes blessées lorsque deux convois de véhicules distincts ont

⁹ Attentat meurtrier des terroristes d'AQMI à Grand Bassam en [Côte d'Ivoire](#), 2016 --- Dessin de Dieudonné Konan (Côte d'Ivoire), publié dans 'Gbich'. Paris : Le Monde, publié le 16 mars 2016 par Cartooning for Peace. © (tous droits réservés).

heurté des engins explosifs dans la région des trois frontières du [parc national du W](#). Peu avant, le 2 décembre 2021, au moins 2 personnes ont été tuées par des terroristes probablement originaires du [Burkina Faso](#), lors d'une attaque dans la zone frontalière nord de [Porga](#) dans le [département de l'Atakora](#) et le [département de l'Alibori](#) une semaine auparavant (VoA, 2021). Le [parc national du W](#), qui s'étend sur le [Bénin](#), le [Burkina Faso](#) et le Niger, est rattaché au [parc national de la Pendjari](#) au nord du Bénin où deux touristes français avaient été enlevés par des hommes armés en 2019. Le parc a ensuite été classé en « zone rouge » pour les touristes par le ministère français des Affaires étrangères.

La négligence des territoires mal gouvernés et non gouvernés contrôlés par des réseaux informels et des arrangements quasi-formels hybrides a créé un environnement propice aux [seigneurs de la guerre](#), au fanatisme religieux et aux forces d'autodéfense des groupes ethniques et locaux. En outre, le trafic transfrontalier et l'incapacité de la gouvernance à le contrôler ont stimulé le mouvement illégal d'armes et de munitions, de matières premières pour les bombes, les drogues illicites, etc. Certains experts ont même averti que des espaces non gouvernés pourraient se transformer en sites de production [d'armes de destruction massive](#) (ADM) par des terroristes (Sunday, 2020). Apparemment, la nouvelle génération de terroristes était plus polyvalente sur le plan technologique. Il a également utilisé le [cyberespace](#) et les [médias sociaux](#) pour semer la peur et propager ses idéologies violentes (Ogunlana, 2019).

5. Le terrorisme non-islamiste dans les États côtiers

Cartoon 7: « ne comparez pas [Boko Haram](#) avec les [militans du delta du Niger](#) »



Source: Otuchikere, 2012, [allAfrica](#), 2012¹⁰

Il n'y a pas d'explications ni de solutions faciles et toutes faites pour le terrorisme non-islamiste dans les États côtiers [d'Afrique de l'Ouest](#). La seule chose qui soit certaine, c'est que la négligence des régions pauvres et appauvries par une élite au pouvoir corrompue a préparé le terrain fertile pour la croissance de l'activisme violent. Les gouverneurs et les militaires

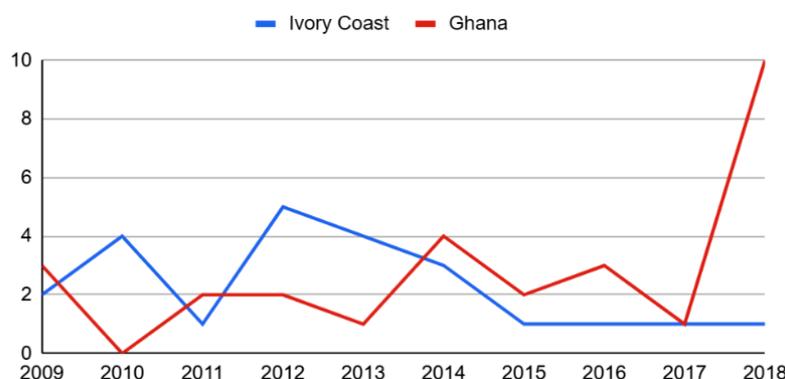
¹⁰ « Le directeur du commandement FCT du Service de sécurité de l'État nigérian (SSS), M. Okojie Little-John, a déclaré qu'il n'y avait aucune base de comparaison entre les [militants du delta du Niger](#) et la secte [Boko Haram](#). Selon Okojie, alors que les militants du delta du Niger et leurs revendications étaient bien connus de tous, la secte [Boko Haram](#) est restée sans visage avec leurs revendications tout aussi vagues ». *Leadership* (Abuja), [allAfrica](#), 26 juillet 2012. © (tous droits réservés).

corrompus et cupides, profondément empêtrés dans des réseaux de clientélisme corrompus, étaient considérés par les groupes marginalisés comme des oppresseurs. Les soldats étaient souvent mal éduqués et mal payés. Ils étaient rarement utilisés pour lutter contre les menaces extérieures, mais plutôt pour protéger le président ou le gouverneur au pouvoir (Obe & Wallace, 2021).

Une différence entre le terrorisme islamiste et le terrorisme non-religieux pourrait être que les revendications de ce dernier étaient souvent bien connues et fondées sur des griefs sociaux concrets des populations locales concernées, alors que les islamistes comme [Boko Haram](#) restaient cachés et sans visage avec des revendications tout aussi obscures (Otuchikere, 2012). Un exemple récent de terrorisme d'État qui a attiré l'attention internationale a été la [fusillade au péage de Lekki](#) dans l'État de [Lagos](#) le 20 octobre 2020, lorsque la police nigériane (NPF) a tenté d'arrêter la mobilisation renouvelée du mouvement « [#EndSARS](#) » par une répression violente et le meurtre d'au moins 12 manifestants. Ce dernier était un mouvement social de base organisant des manifestations de masse contre la brutalité policière au [Nigeria](#). Il constituait une organisation fâtière influente de groupes de la [société civile](#) qui pourrait s'avérer un bloc de vote influent pour les jeunes lors de l'élection présidentielle de 2023 au Nigeria (Oxford Analytica, 2020).

La violence non-religieuse est un problème ancien enraciné dans de nombreuses sociétés ouest-africaines, mais il a pris de nouvelles dimensions, par exemple dans le [delta du Niger](#), au [Nigeria](#). Là, la frustration et la colère de la population face à l'ignorance de l'État après des décennies de protestations pacifiques contre la pollution de l'environnement par des multinationales pétrolières internationales comme [Shell](#) et [BP](#) ont dégénéré en un militantisme meurtrier fondé sur un sentiment d'injustice et un mépris des problèmes de développement qui ont déclenché le conflit. De plus, certains gouverneurs politiques corrompus avaient armé des milices militantes pour truquer les élections des gouverneurs de 2003. Plus tard, ces militants sont devenus des criminels indépendants qui ont détruit des oléoducs et enlevés les détenus contre une rançon. Les groupes rebelles les plus importants comprenaient la [Force des volontaires du peuple du delta du Niger](#), le [Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger](#) (MEND) et le [Front de libération du delta du Niger](#). Le gouvernement nigérian a offert aux militants du delta du Niger un programme d'amnistie de plusieurs milliards de nairas en 2009 (Amaragbu, 2011).

Graph 16: Attaques de piraterie, tentées et réelles, en [Côte d'Ivoire](#) et [Ghana](#), 2009-2018



Source: Mahajan, R. (2021):

Étroitement liée aux terroristes du delta du Niger, la [piraterie](#) s'est développée dans le [golfe de Guinée](#), s'étendant de [l'Angola](#) à l'est jusqu'au [Sénégal](#) à l'ouest (Kamal-Deen, 2015). Tout a

commencé en 2006 lorsque des pirates ont détourné un pétrolier russe à une soixantaine de milles nautiques au large de la [Guinée](#). La piraterie comprenait le détournement de pétroliers et de plates-formes pétrolières offshore qui a culminé en juin 2008 avec une attaque contre le FPSO de [Bonga](#), un hub majeur de [Royal Dutch Shell](#), à environ 120 km au large, et l'enlèvement de travailleurs offshore contre rançon ou extorsion d'argent du pétrole (Kamal-Deen, 2015). La piraterie dans le golfe de Guinée a remplacé la [côte somalienne](#) comme point chaud de la piraterie mondiale, notamment en ce qui concerne la violence employée dans les attaques (Amaraegbu, 2011). L'industrie du transport maritime international a également reproché au gouvernement nigérian de ne pas avoir la volonté politique de lutter efficacement contre le problème de la piraterie (Kamal-Deen, 2015). Cela s'explique notamment par le fait que les auteurs auraient agi en étroite collaboration avec des gouverneurs corrompus, des officiers de la [marine nigériane](#) (NN), l'Agence nigériane d'administration et de sécurité maritimes (NIMASA) et la police, ainsi que de riches hommes d'affaires et des réseaux criminels transnationaux qui partageait le butin de l'argent de la rançon et siphonné le pétrole des navires attaqués. Les pirates arrêtés ont révélé que des politiciens, des chefs traditionnels et des groupes d'intérêts commerciaux étaient parmi leurs sponsors de la piraterie, et que leurs collaborateurs occupaient des postes de haut niveau dans les ministères et la compagnie pétrolière d'État nigériane (Oyewole, 2016).

De plus, la [pêche industrielle illégale](#) dans les [eaux territoriales](#) des pays [d'Afrique de l'Ouest](#) a contribué de manière significative à la [piraterie maritime dans la région](#). Selon le [Bureau maritime international](#) (IMB), il y a eu une augmentation de 80 % de la piraterie dans le [golfe de Guinée](#) depuis 2000. Cette augmentation a souvent été associée à une baisse de la pêche locale causée par la concurrence déloyale entre la pêche internationale légale et illégale (Denton et Harris, 2021). La [CEDEAO](#) a déclaré en 2021 que ses États membres avaient perdu 2 milliards de dollars par an à la pêche illégale et à d'autres formes de vol de ressources, comme le vol de pétrole par des groupes militants tels que le [MEND](#) du [Nigeria](#), le commerce illégal de bois durs tropicaux, etc. au large de la côte du Golfe (Kohnert, 2021). Cependant, la baisse du revenu national a varié considérablement. Alors que la [Guinée-Bissau](#) a connu une augmentation de 159 % des prises non déclarées de 2000 à 2014, le [Nigeria](#) a subi une baisse de 76 % de la pêche non déclarée tandis que les prises de poisson non déclarées du [Sénégal](#) ont chuté de près de 62 % (Denton & Harris, 2021). La flotte de [pêche commerciale chinoise](#) serait responsable de plus de pêche illégale, non déclarée et non réglementée que toute autre nation. Ses activités de pêche ont commencé en 1985 lorsque [Beijing](#) a obtenu l'accès à de nouvelles zones de pêche grâce à des accords avec des pays [d'Afrique de l'Ouest](#). Mais la pêche illégale opère principalement avec des navires battant pavillon d'États de complaisance. Outre la Chine, les flottes de [pêche de l'UE](#) sont très impliquées dans la pêche illégale. La flotte de pêche hauturière de l'UE, fortement subventionnée et exploitée industriellement, notamment en [Espagne](#), au [Portugal](#) et en [Irlande](#), a évincé les pêcheurs locaux d'Afrique de l'Ouest du marché. Usines de poisson flottantes, par ex. d'Irlande, attrapent jusqu'à 400 tonnes par jour, pour ce qu'il faudrait dix ans à un petit pêcheur local. La ruine imminente a conduit de nombreux pêcheurs dans le commerce avec des [migrants ouest-africains irréguliers](#) vers les [îles Canaries](#) et l'Europe (Kohnert, 2006).

Également pendant [les premières \(1989 à 1997\)](#) et [deuxième guerres civiles \(1999 à 2003\)](#) au [Liberia](#) qui ont entraîné la mort de plus de 250,000 personnes, et la [guerre civile en Sierra Leone](#) (1991-2002), la population a subi un terrorisme généralisé. En Sierra Leone, des mouvements insurgés, en particulier le Front révolutionnaire uni ([RUF](#)), ont mené une campagne de terreur contre le gouvernement et les citoyens de leur propre pays (Wapmuk, 2021). Ce dernier était étroitement lié au trafic de « [diamants du sang](#) », non seulement en

Sierra Leone, mais dans l'ensemble des États côtiers pendant les guerres civiles en [Côte d'Ivoire](#), en [Sierra Leone](#), au [Liberia](#), en [Guinée](#) et en [Guinée-Bissau](#).

Dans les [régions anglophones](#) du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du [Cameroun](#), l'agitation contre leur marginalisation par le gouvernement dominé par la France a une longue histoire. Elle remonte à l'indépendance en 1961 lorsque l'élite politique a installé un État fédéral contrôlé par la majorité française. En 2019, l'agitation s'était transformée en un conflit armé entre les combattants séparatistes et l'armée camerounaise, impliquant des enlèvements et des actions terroristes par des groupes de combat luttant pour l'indépendance de l'ancien [Cameroun méridional](#) (« Southern Cameroons ») qui ne se considéraient pas comme des terroristes, mais comme des insurgés (Sona, 2022).

Les conflits intra-étatiques dans les pays côtiers [d'Afrique de l'Ouest](#) ont pris de nouvelles dimensions depuis les guerres civiles libériennes et sierra-léonaise en 1989, notamment les [mercenaires](#), le trafic d'armes légères et de drogue et le recrutement [d'enfants-soldats](#). Les activités criminelles transnationales sont devenues un secteur d'activité répandu, hautement sophistiqué et lucratif pour les [anciens combattants](#) et les syndicats criminels transnationaux (Andrés, 2008 ; Uzuegbu-Wilson, 2019). Ainsi, les entreprises criminelles ont utilisé des structures et des méthodes similaires de [l'économie informelle](#) typiques des sociétés basées sur le lignage, comme les commerçants légitimes et les hommes d'affaires (Kohnert, 2000).

Les interactions entre les réseaux criminels et terroristes en [Afrique de l'Ouest](#) étaient souvent basées sur un mélange complexe d'objectifs, de capacités, d'opportunités et de conditions-cadres militaires et socio-économiques dans leur environnement opérationnel. Leur financement était en grande partie assuré par les rentes du crime. Ainsi, les structures et les sources de financement ont démontré leur capacité d'intégration sociale et économique (Diariso, 2019). Apparemment, le [crime organisé](#) a profité des effets négatifs du terrorisme sur la capacité et la légitimité de l'État pour profiter de situations turbulentes et pour étendre ses activités (Kreiman & Espadafor, 2019).

S'attaquer à un seul des problèmes ne produirait que des résultats limités. Contre-mesures conjointes et transnationales, par ex. par la [CEDEAO](#) et l'[UEMOA](#) ont été recommandées. Cependant, la rivalité institutionnelle contre-productive entre les [Nations unies](#), l'[Union africaine](#), la [CEDEAO](#) et le [G5 Sahel](#) a fait obstacle à la lutte contre le terrorisme en [Afrique de l'Ouest](#). Beaucoup de temps a été perdu à concourir pour la visibilité, la crédibilité et le financement (Théroux-Bénoni, 2019). En outre, la [contre-insurrection](#) commune a entraîné des défis importants pour l'état de droit et la protection des droits de l'homme dans les pays concernés, notamment des violations des droits de l'homme commises en toute impunité par des agents de sécurité, le mépris des enquêtes judiciaires, des arrestations, des poursuites et des jugements en cas de suspicion de terrorisme (Sigsworth, 2019).

La gouvernance de la sécurité régionale en [Afrique de l'Ouest](#) est faible. Hormis la Force conjointe du Groupe des Cinq du Sahel ([G5 Sahel](#) ou FC-G5S) évoquée ci-dessus, des premières initiatives à petite échelle comme le « Système d'information de la police ouest-africaine » (WAPIS) pour accéder aux informations policières critiques des bases de données criminelles nationales et régionales ont été établis (Forest, 2019). L'[Union africaine](#) a convenu le 4 mars 2021 d'élargir la [Force multinationale mixte](#) (FMM ; MNJTF), comprenant des unités militaires et de sécurité du [Bénin](#), du [Cameroun](#), du [Tchad](#), du [Niger](#) et du [Nigeria](#), à 10,000 hommes. Son quartier général est à [N'Djamena](#) et son mandat principal est de mettre fin à l'insurrection de [Boko Haram](#). Pourtant, jusqu'à présent, la MNJTF a été d'une portée et d'une efficacité limitée. Elle a été entravée par les conflits d'intérêts entre les États membres,

le manque de volonté et d'engagement politique, la corruption, le manque de financement, les différences linguistiques et les politiques hégémoniques ainsi que par le clivage entre pays anglophones et francophones (voir carte Grap 26, Annexe) et la politique de anciennes puissances coloniales rivales [Grande-Bretagne](#) et [France](#) (Abada et al., 2020; Bala & Tar, 2021; Akanji, 2019).

Graph 17: Crimes transnationaux en [Afrique de l'Ouest](#)

Predominant Border Crimes	Country/Border Zones of activity	Groups/Actors Involved	Transit States	Recipient States
Narcotics/Drug Trafficking	Cape Verde, Ghana, Nigeria and Togo	Narcotic/Drug dealers	Ghana/Togo/Benin/Nigeria	Spain, Portugal, UK, USA and South Africa
Internet Crime (Advance Fee Fraud/Money Laundering)	Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire and Sierra Leone	Advanced Fee Fraud gangs or syndicates/Wealthy business men or government officials	Syndicates commute from the Western part of West Africa (Senegal) across to the eastern parts (Benin/Nigeria)	Nigeria and other countries where the '419' fraudsters are resident
Human Trafficking	All across West Africa but mainly around Benin/Nigeria and Côte d'Ivoire/ Burkina Faso	Traffickers who serve sometimes as middle men, trade and business partners	Mainly Ghana and Sierra Leone	Other West African countries, and in North America, Europe, and the Middle East
Fire Arms Trafficking	Ghana/Togo/Benin/Nigeria, Sierra Leone/ Liberia/Guinea, Côte d'Ivoire, Senegal	Rebels, local manufacturers of fire arms and middle men	Togo, Benin, Guinea-Bissau and Gambia	Nigeria, Liberia, Sierra Leone, Guinea and Côte d'Ivoire
Recruitment of Child Soldiers, Mercenaries	Mano River States including Liberia/Sierra Leone/Guinea and Côte d'Ivoire	Rebel Groups (including LURD, MODEL, RUF, CDF, New Forces (MPCI, MPIGO & MPJ)	Same countries depending on where conflict spills-over	Mano River States and Côte d'Ivoire
Smuggling of illegal goods, minerals and natural resources and cash crops	Côte d'Ivoire/Ghana/Togo/Benin and Nigeria, and Liberia/Sierra Leone	Individuals, business men and women, warlords/ civil war combatants	Mainly Ghana, Liberia, Sierra Leone and Côte d'Ivoire	In Europe and North America

Source: Adeyemi & Musa, 2015

Les États côtiers ont riposté principalement par le biais d'opérations militaires, qu'ils ont menées au niveau national, bilatéral ou collectif dans le cadre de « l' [Initiative d'Accra](#) ». Ce dernier avait été lancé en septembre 2017 par le [Bénin](#), le [Burkina Faso](#), la [Côte d'Ivoire](#), le [Ghana](#) et le [Togo](#) au regard de la montée de l'extrémisme violent dans la région. Il visait à prévenir un débordement du terrorisme à partir du [Sahel](#) et à lutter contre la criminalité transnationale organisée dans les zones frontalières. L'action la plus récente menée en novembre 2021 comprenait l'opération Koudanlgou 4, zone 2, dans cinq régions du [nord du Ghana](#) contre des réseaux criminels organisés susceptibles d'alimenter le terrorisme. Dans le cadre de cette opération, le [Burkina Faso](#), la [Côte d'Ivoire](#), le [Ghana](#) et le [Togo](#) ont déployé environ 6,000 soldats, 300 extrémistes présumés ont été arrêtés et d'importantes caches d'armes, de munitions, de drogue et de bombes ont été saisies (Kwarkye, 2022).

6. Conclusion

Cartoon 8: « *Nous accueillons les suggestions... et cela ne suggère pas un remède!!* »¹¹



Source: [Gado](#), *The Elephant*, Nairobi, 3 septembre 2020

Au cours des dernières années, certains observateurs africains et organisations de sécurité ont présenté des études pour étayer leur hypothèse d'une dé-radicalisation de la jeunesse en [Afrique subsaharienne](#) en raison des opportunités (supposées) réduites de recrutement dans l'extrémisme violent. Pourtant, cette observation n'était pas compatible avec le nombre toujours élevé de jeunes que l'on croyait avoir été radicalisé. De plus, les études n'ont pas réussi à établir une ligne de base, et, par la suite, le pourcentage de changement des personnes dé-radicalisées (Norman, 2019).

De plus, l'importance de l'arrière-pays pour approvisionner les groupes terroristes au [Sahel](#) a apparemment été largement sous-estimée. La propagation du terrorisme dans les États côtiers [d'Afrique de l'Ouest](#) n'était que la pointe de l'iceberg (Kwarkye, 2022). L'opinion répandue dans les États côtiers, qui considérait l'extrémisme violent uniquement comme une menace extérieure provenant d'assaillants du [Sahel](#), a détourné l'attention des faiblesses locales que les terroristes pourraient exploiter. Sous la surface, un réseau secret d'acteurs a veillé à ce que le terrorisme puisse continuer dans la région. Par conséquent, l'accent mis sur la poursuite des réponses militaires serait trompeur. Les experts de la [contre-insurrection](#) dans la région ont reconnu que des radicaux des États côtiers ont été recrutés pour combattre au Sahel et au-delà. Cependant, la connaissance fine de l'organisation, des acteurs, des lieux et des profils des personnes recrutées fait toujours défaut. En outre, le réseau d'approvisionnement de l'extrémisme violent au [Sahel](#) comprenait diverses routes établies de commerce long distance, largement informel en [Afrique de l'Ouest](#). Ainsi, les motos, les voitures d'occasion et les camions ont d'abord été acheminés du point d'entrée, principalement les ports en eau profonde de [Cotonou](#) et de [Lomé](#), vers le [Nigeria](#), puis vers l'ouest du [Burkina Faso](#) et le sud-est du [Niger](#). En outre, des trafiquants d'or irréguliers du [Bénin](#) et du [Togo](#) opéraient apparemment en coopération avec des sites d'extraction d'or illégaux contrôlés par des extrémistes violents au Sahel, et des explosifs utilisés dans des carrières et des chantiers de construction de routes dans les États côtiers sont allés vers le nord vers des groupes terroristes (Kwarkye, 2022).

¹¹ Caricature sur « Les terroristes et le COVID-19 ». Source: [Gado](#), *The Elephant*, Nairobi, 3 septembre 2020. © (tous droits réservés)

Des solutions évidentes à court terme pour perturber les chaînes d'approvisionnement des terroristes, telles que la fermeture des frontières, les couvre-feux, la fermeture des marchés et la restriction des mouvements, pourraient être contre-productives. Ils contraindraient également les communautés locales et engendreraient un ressentiment supplémentaire contre l'administration régionale et nationale, notamment dans les zones reculées négligées par l'État. Par conséquent, la population locale concernée devrait être intégrée de manière continue dans la [contre-insurrection](#) non-militaire (Kwarkye, 2022).

La lutte conjointe contre le [blanchiment d'argent](#) et le financement de l'extrémisme violent est une mesure anti-insurrectionnelle de la plus haute importance. Le blanchiment d'argent, les transferts d'argent illégaux et le trafic ont augmenté de manière alarmante au cours des dernières années, tant pour le [Sahel](#) que pour les États côtiers [d'Afrique de l'Ouest](#) (GIABA, 2021). Bien que les chiffres sur les [flux financiers illicites](#) (FFI) soient difficiles à évaluer et donc fortement contestés, les experts s'accordent à dire que les [FFI](#), y compris les pratiques commerciales qui y contribuent, telles que la fausse facturation commerciale, les prix de transfert, la fraude et l'évasion fiscales, dépassent le montant de l'APD fourni à l'Afrique. Les secteurs légaux et illicites sont de plus en plus imbriqués en [Afrique de l'Ouest](#), ce qui est largement dû à la taille de [l'économie informelle](#), estimée à 60 à 70 % de l'activité économique totale de la région. C'est aussi un produit des réseaux de protection d'élite qui profitent des flux illicites en utilisant des courtiers locaux ainsi que des groupes criminels et terroristes. Les transactions financières sont souvent effectuées en espèces ou par le biais de systèmes informels de transfert d'argent car le système bancaire formel est hors de portée de la majorité des gens (OECD, 2018).

Le [Togo](#), par exemple, est devenu une plaque tournante majeure du [trafic de drogue](#) et du [blanchiment d'argent](#) en [Afrique de l'Ouest](#) lié entre autres aux bénéfices des réexportations de voitures d'occasion d'Europe occidentale vers les marchés voisins (principalement la contrebande vers le [Nigeria](#)). Le niveau élevé des [FFI](#), fortement corrélé au blanchiment d'argent, a suscité l'inquiétude de la communauté internationale des donateurs. Ces [FFI](#) provenaient principalement de trois sources, à savoir l'évasion fiscale commerciale, le trafic de factures dans le commerce international et les prix de transfert abusifs, les activités criminelles telles que le trafic de drogue, les transactions illégales sur les armes, la contrebande, la corruption active et la conclusion de fonctionnaires corrompus. En comparaison, les [FFI](#) représentaient près de 500 % des recettes fiscales du gouvernement de Lomé, qui plaçait le [Togo](#) au deuxième rang mondial. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime ([ONUDD](#)), les produits du trafic sont de plus en plus utilisés par des groupes terroristes islamistes. Un autre domaine du commerce illicite était la contrebande d'ivoire africain vers le [Viêt Nam](#) et la [Chine](#). Selon une enquête publiée le 19 septembre 2018, le commerce était dominé par trois cartels criminels, dont l'un basé à [Lomé](#) qui coordonne l'expédition d'ivoire pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest (Kohnert, 2021).

Pendant ce temps, l'extrémisme violent augmentait encore au [Sahel](#), en particulier au [Mali](#). Les actions de [contre-insurrection](#) dans la région au cours des dix dernières années sont restées insuffisantes, en raison du refus d'une coordination efficace au niveau international et du choix d'une réponse sécuritaire s'appuyant sur des mercenaires privés qui n'ont fait qu'aggraver la situation (Borrell, 2022). La lutte contre le terrorisme en [Afrique de l'Ouest](#) n'est pas seulement une affaire africaine, mais la déstabilisation du Sahel constitue aussi une menace directe pour l'[Europe](#), non seulement en termes de sécurité et de terrorisme mais aussi dans bien d'autres secteurs tels que les trafics en tous genres et l'augmentation du déplacement de personnes suivi d'une migration transnationale. L'extension géographique croissante de ces attentats et les méthodes opératoires de plus en plus sophistiquées utilisées par les terroristes

sont alarmantes. Ils visent de plus en plus à isoler les populations des capitales des pays touchés et à perturber les principales liaisons à destination et en provenance des pays du [golfe de Guinée](#). Poursuivre une stratégie largement axée sur la sécurité serait fatal. La lutte contre le terrorisme en [Afrique de l'Ouest](#) est profondément liée à l'habilitation des sources de soutien extérieures, elle ne peut être gagnée uniquement sur le front militaire (Borrell, 2022).

Bibliographie

- Abada**, Ifeanyichukwu Micheal & Charles **Akale** & Kingsley Chigozie **Udegbunam** & Olihe A. **Ononogbu** (2020): [National interests and regional security in the Lake Chad: Assessing the Multinational Joint Task Force](#). *The Journal of Social Sciences Research*, Academic Research Publishing Group, vol. 6(1), pp. 40-49
- Adeyemi**, Adebayo E. & Mahmoud N. **Musa** (2015): [Terrorism and political violence in West Africa: a global perspective](#). Xlibris, 444 p.
- Adeoye**, Aanu (2022): [Security forces struggle to cope with upsurge in Sahel jihadi violence. Latest military takeover in Burkina Faso comes as region faces highest death toll for a decade](#). *Financial Times*, 9 October 2022
- Akanji**, Olajide O. (2019): [Sub-regional security challenge: ECOWAS and the war on terrorism in West Africa](#). *Insight of Africa*, vol. 11 (1), pp. 94-112
- Albert**, I. O. & **Dan-jibo**, N. & **Albert**, O. (2020): [Back to the past: Evolution of kidnapping and hostage taking in the Niger Delta, Nigeria](#). *BeijingLaw Review*, vol. 11, pp. 211-226
- Amaraegebu**, Declan Azubuike (2011): [Violence, terrorism and security threat in Nigeria's Niger Delta : An old problem taking a new dimension](#). *African Journal of Political Science and International Relations*, vol. 5(4), pp. 208-217
- Andrés**, Philip de Amado (2008): [West Africa under attack: drugs, organized crime and terrorism as the new threats to global security](#). *UNISCI Discussion Papers*, núm. 16, pp. 203-227, Universidad Complutense de Madrid
- Asafa**, Jalata (2015): [The triple causes of African underdevelopment: Colonial capitalism, state terrorism and racism](#). *International Journal of Sociology and Anthropology*, vol. 7(3), pp. 75-91
- Aubyn**, Festus Kofi (2021): [The risk of violent extremism and terrorism in the coastal states of West Africa: Assessing Ghana's vulnerabilities, resilience and responses](#). *Accord*, African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), Durban, South Africa, [December 10, 2021](#)
- Adeyemi**, Adebayo E. & Mahmoud N. **Musa** (2015): [Terrorism and Political Violence in West Africa: a Global Perspective](#). Thinkstock
- Akanji**, Olajide O. (2019): [Sub-regional Security Challenge: ECOWAS and the War on Terrorism in West Africa](#). *Insight of Africa*, vol. 11 (1), pp. 94-112
- Anós Té**, Paulo (2022): [Violência política colonial na África: um diálogo entre Mahmood Mamdani e Frantz Fanon](#). *Revista Aedos*, vol.. 14, no.. 31, pp. 45–60
- Bala**, Bashir & Usman A. **Tar** (2021): [Regional cooperation in West Africa: Counter-terrorism and counter-insurgency](#). *African Security*, vol. 14 (2), pp. 186-207
- Bauer**, Katherine & Matthew **Levitt** (2020): [Funding in place: Local financing trends behind today's global terrorist threat](#). The International Centre for Counter-Terrorism – The Hague, (ICCT) *Evolutions in Counter-Terrorism*, vol. 2 (November 2020): 47-76
- Benedikter**, Roland & Ismaila **Ouedraogo** (2019): [Saving West Africa from the rise of terrorism: Burkina Faso's 'Emergency Program for the Sahel' and the need for a multidimensional strategy](#). *Global Change, Peace & Security*, vol. 31(1), pp. 113-119
- Borrell**, Josep (2022): [The terrorist threat is expanding in the Sahel](#). Brussels: EU-External Action, 19 August 2022
- Busher**, J., 2014. [Introduction: Terrorism and counter-terrorism in Sub-Saharan Africa](#). *Journal of Terrorism Research*, 5(1), pp. 1-4
- Cannon**, Brendon & Wisdom **Iyekekpola** (2018): [Explaining transborder terrorist attacks: The cases of Boko Haram and Al-Shabaab](#). *African Security*, vol. 11(4), pp. 370-396
- Corera**, Gordon (2013): [Islamists pose threat to French interests in Africa](#). BBC. 14 January 2013
- D'Amato**, Silvia & Edoardo **Baldaro** (2022): [Counter-Terrorism in the Sahel: Increased Instability and Political Tensions](#). The Hague, *ICCT*, 7 Jul 2022

- Denton**, Ginger L. & Jonathan R. **Harris** (2021): [The impact of illegal fishing on maritime piracy: Evidence from West Africa](#). *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 44 (11), pp. 938-957
- Diarra**, Lassina (2016): [Terrorisme international : La réponse de la Côte d'Ivoire](#). L'Harmattan
- Diariso**, Boubacar (2019): [L'économie criminelle dans les menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest](#). *Afrique et Développement*, vol. 44 (3), pp. 31-54
- DNI** (2022): [Terrorism in North and West Africa](#). Counterterrorism Guide, Director of National Intelligence, US National Counterterrorism Center (NCTC)
- Engels**, Bettina (2021): [Gestion de la crise sécuritaire au Burkina Faso : Perspectives de développement et de la société civile en matière de prévention des crises](#). Rosa-Luxemburg Foundation, *Research Documents*, 12/2021/2, pp. 1-40
- Fanon**, Frantz (1952): [Peau noire, masques blancs](#) (*Black Skin, White Masks*). Paris : Éditions du Seuil
- Forest**, James J. F. (2019): [Crime-terror interactions in Sub-Saharan Africa](#). *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 45 (5-6), pp. 368-388
- GIABA** (2021): [Anti-money laundering and counter-terrorist financing measures](#). Republic of Niger, Second Round Mutual Evaluation Report, GIABA, Dakar
- Global Initiative** (2022): [The deteriorating security situation across parts of West Africa and the Sahel underscores the importance of better understanding the relationship between crime and conflict](#). Geneva: Global Initiative against transnational organized crime, 5 September 2022
- HongXing**, Yao et al (2020): [The impact of terrorism activities as threat to unstable economy on foreign direct investments FDI: A panel study of 33 Sub-Saharan African countries](#). *European Journal of Business Management and Research*, vol 5(4), pp. 1-6
- Ibrahim**, Adamou Moussa (2019): [L'insécurité transfrontalière en Afrique de l'Ouest : le cas de la frontière entre le Niger et le Nigeria](#). Science politique. COMUE Université Côte d'Azur (2015 - 2019)
- Idrissa**, Rahmane (2019): [Tinder to the fire. Burkina Faso in the conflict zone](#). RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa, 2/2019. Dakar: Rosa Luxemburg Foundation, pp. 1-53
- Ike**, Tarela Juliet & Heng Choon (Oliver) **Chan** (2022): ['Its' like being a Christian is tantamount to victimisation': A Qualitative study of Christian experiences and perceptions of insecurity and terrorism in Nigeria](#). *Cogent Social Sciences*, vol. 8 (1), pp. 1-17
- Kamal-Deen**, Ali (2015): [The anatomy of Gulf of Guinea piracy](#). *Naval War College Review* vol. 68 (1), pp. 93–118
- KAS** (2022): [North of the countries of the Gulf of Guinea. The new frontier for jihadist groups?](#) Konrad-Adenauer Foundation (KAS), Abidjan
- Kohnert**, Dirk (2000): [Informalität als Normalität - Zur Verflechtung von Parallelwirtschaft und Gesellschaft in Afrika](#). MPRA WP, No. 980
- Kohnert**, Dirk (2006) : [Afrikanische Migranten vor der ‚Festung Europa‘](#). GIGA Focus Afrika, Nr. 12, 2006
- Kohnert**, Dirk (2010): [Democratisation via elections in an African 'narco state'? The case of Guinea Bissau](#). GIGA-WP, Nr. 123
- Kohnert**, Dirk (2010a): [Togo](#). In: Melber/Mehler/Walraven (eds.), *Africa Yearbook vol. 6 – Politics, economy and society South of the Sahara 2009*. Leiden & Boston: Brill, 2010: 190-198
- Kohnert**, Dirk (2017): [Donor's double talk undermines African agency in countries under an aid regime - Comparative study of civic agency in Burkina Faso and Togo](#). Conference Paper, APAD-Conference, Cotonou
- Kohnert**, Dirk (2021): [BTI 2021 - Togo Country Report: Togo's Political and Socio-Economic Development \(2019-2021\)](#) SSOAR-WP, Nr. 70279-5
- Kohnert**, Dirk (2022): [The impact of Islamist terrorism on Africa's informal economy: Kenya, compared with Ghana and Senegal](#). MPRA_paper_113603

- Kohnert**, Dirk (2022a): [Éthique des machines et identités africaines: Perspectives de l'intelligence artificielle en Afrique](#). MPRA-WP, No. 113800
- Kreiman**, Guillermo & Mar C. **Espadafor** (2019): [Unexpected allies: The impact of terrorism on organised crime in Sub-Saharan Africa and South-East Asia](#). *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 45 (5-6), pp. 348-367
- Kwarkye**, Sampson (2022): [West African coastal terror attacks: just the tip of the iceberg](#). *ISS Today*, Pretoria: [Institute for Security Studies](#), 9 March 2022
- Lacher**, Wolfram 2021: [Unser schwieriger Partner. Deutschlands und Frankreichs erfolgloses Engagement in Libyen und Mali](#). SWP-Studie 3, February 2021. Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik, pp. 1-42
- Levy**, Ido & Abdi **Yusuf** (2021): [How Do Terrorist Organizations Make Money? Terrorist Funding and Innovation in the Case of al-Shabaab](#). *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 44:12, pp. 1167-1189
- Mahajan**, R. (2021): [Exploring maritime border disputes using the issues approach: Comparative analysis of Ghana-Ivory Coast and Kenya-Somalia](#). Uppsala University, Dissertation, 96 p.
- Mamdani**, Mahmood (2004): [Good Muslim, Bad Muslim: America, the Cold War, and the Roots of Terror](#). Pantheon, 320 p.
- Mina al-Lami** (2019): [Where is the Islamic State group still active around the world ?](#) BBC-News. 27 March 2019
- Munkittrick**, Prudence (2010): [The art of affiliation: Al-Qaeda in the Islamic Maghreb and the politics of terrorist alliances](#). Washington D.C., Georgetown University, Thesis
- Nossiter**, Adam & Maïa de la **Baume** (2012): [Millions in ransoms fuel militants' clout in West Africa](#). *The New York Times*. 12 December 2012
- Norman**, Ishmael D. (2019): [Assessment of de-radicalization hypothesis in Sub-Saharan Africa](#). *Theory in Action*, vol. 12 (3), pp. 21-48
- Nsaibia**, Héni & Caleb **Weiss** (2020): [The End of the Sahelian Anomaly: How the Global Conflict between the Islamic State and al-Qaeda Finally Came to West Africa](#). *CTCsentinel*, vol. 13 (7), pp. 1-46
- Obamamoye**, Babatunde F. (2020). [Trans-state security complexes and security governance in West Africa](#). *African Security Review*, vol. 29(2), pp. 152-174
- Obi**, Cyril I (2006): [Terrorism in West Africa: Real, emerging or imagined threats?](#) *African Security Review*, vol. 15 (3), pp. 87-101
- OECD** (2018): [Illicit financial flows: The economy of illicit trade in West Africa](#). OECD Publishing, Paris
- Ogunlana**, Sunday O. (2019): [Halting Boko Haram / Islamic State's West Africa Province propaganda in cyberspace with cybersecurity technologies](#). *Journal of Strategic Security* vol. 12 (1), pp. 72-106
- Onuoha**, Freedom C. & Gerald E. **Ezirim** (2013): ['Terrorism' and transnational organised crime in West Africa](#). Al Jazeera Center for Studies, Technical Report, June 2013, *ResearchGate*, pp. 1-11
- Otuchikere**, Chika (2012): [Nigeria: Don't compare Boko Haram with Niger Delta militants – SSS](#). *Leadership* (Abuja), *allAfrica*, 26 July 2012
- Oxford Analytica** (2020): [Nigerian government will look to prevent more protests](#). Expert Briefings
- Oyewole**, Samuel (2016) [Suppressing maritime piracy in the Gulf of Guinea: the prospects and challenges of the regional players](#), *Australian Journal of Maritime & Ocean Affairs*, 8:2, 132-146
- Preuss**, Hans-Joachim (2022): [Togo](#). Country report. In: Awedoba, Albert K. et al. (2022): *Africa Yearbook - Politics, Economy and Society South of the Sahara in 2021*, Brill, vol. 18, pp. 185–193
- Ribault**, Roger (1992) : [Mission d'enquête internationale au Togo, 8 au 13 juin 1992 : à propos des événements de Soudou survenus le 5 mai 1992](#). Paris : Fédération internationale des ligues de droits de l'homme, Rapport No 155

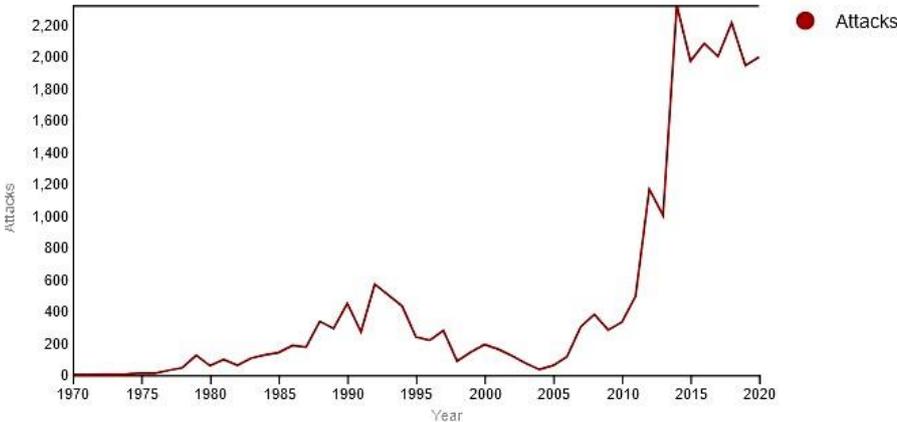
- Rupesinghe**, Natasja (2018): [The Joint Force of the G5 Sahel - A critical examination of the Joint Force of the Group of Five of the Sahel's mandate to combat terrorism](#). *Conflict & Resilience Monitor*, 2018/2, *Accord*, online only, no pages
- Saley**, A. Abass et al (2021): [Evolution of the Koma Bangou gold panning site \(Niger\) from 1984 to 2020 using Landsat imagery](#). *Earth and Space Science*, vol. 8(11), pp. 1-25
- Sambe**, Bakary (2013): [Radicalisation islamique et enjeux sécuritaires au sahel de l'influence wahhabite au terrorisme](#). European Foundation for Democracy, October 2013, pp. 1-20
- Sani**, Shehu (2011): [Boko Haram: History, ideas and revolt \(6\)](#). *Vanguard*, 8 July 2011
- Schmidt**, Elizabeth (2018): [Foreign intervention in Africa after the cold war: Sovereignty, responsibility, and the war on terror](#). Ohio University Research in International Studies, Global and Comparative Studies Series No.19
- Sigsworth**, Romi (2019): [Counter-terrorism, human rights and the rule of law in West Africa](#). *ISS West Africa Report*, vol. 2019, No. 24, pp. 1-32
- Sona Mukete Gerald** (2022): [Terrorism, insurgency and national liberation movements: Conceptualising in the context of the crisis in the North West and South West regions of Cameroon](#). *Periodica Journal of Modern Philosophy, Social Sciences and Humanities*, 5, 60–70
- Sunday**, John Ojo (2020): [Governing 'ungoverned spaces' in the foliage of conspiracy: Toward \(re\)ordering terrorism, from Boko Haram insurgency, Fulani militancy to banditry in Northern Nigeria](#). *African Security*, vol. 13:1, pp. 77-110
- Théroux-Bénoni**, Lori-Anne (2019): [West Africa doesn't need another counter-terrorism force](#). Institute for Security Studies (ISS), 11 September 2019
- Toukara**, Georges Ibrahim (2020): [Une dizaine de soldats tués dans une attaque djihadiste en Côte d'Ivoire](#). *Deutsche Welle* (DW), 11 June 2020
- Tran**, Mark & Alex Duval **Smith** (2016): [Ivory Coast attack: 'at least 16 dead' after gunmen open fire at beach resort](#). *The Guardian*, 13 Mar 2016
- Uzuegbu-Wilson**, Emmanuel (2019): [Linking drug trafficking to insecurity and conflict dimensions in West Africa: A comparative analysis of Guinea-Bissau, Guinea Conakry and Nigeria](#). SSRN WP No. 3482144
- U.S. Gov. (2014)**: [ISIS and the threat from foreign fighters](#). U.S. Government Publishing Office, House Hearing, 113, Congress (2014), 2 December 2014. Serial No. 113-232
- VoA** (2021): [Two soldiers killed in militant attack in Benin, army Ssys](#). Reuters, Voice of America, 2 December 2021
- Wapmuk**, Sharkdam (2021): [Sierra Leone Warlordism, complex emergency and counterinsurgency](#). In: Usman A. Tar (ed.): *The Routledge Handbook of Counterterrorism and Counterinsurgency in Africa*. 2021, chapter 33, pp. 1-13
- Zimmerer**, Megan (2019): [Terror in West Africa: a threat assessment of the new Al Qaeda affiliate in Mali](#). *Critical Studies on Terrorism*, vol. 12(3), pp. 491-511
- Zulkarnain**, Mohammed (2020): [Nature of home-grown terrorism threat in Ghana](#). *Journal of Terrorism Studies*, vol. 2 (2), pp. 1-15

Abstract: Fighting terrorism is a complex task, not limited to military options. It also concerns State-building, nationalism and inclusive sustainable development. The roots of underlying conflicts were already laid during colonialism, the slave trade, plundering of resources and arbitrary border establishment. The battle cannot be won by occupation nor by internal efforts of the countries affected alone, particularly not when terrorists enjoy secret support from parts of the army and the country's political elite. There are outside sources fomenting violent conflict through close cooperation between transnational crime and terrorist networks. Money laundering and financing of terrorism in global financial systems are part and parcel of the problem. Also, many activists and combatants are not just driven by religious fanaticism and ideological zeal. Revenge, mere survival and local strives between conflicting groups often play a decisive role too. Ill- and ungoverned spaces favour warlordism, both of radical jihadist and non-religious terrorist movements, driven by localism and informal networks. The military response of some governments and security services degenerated into inadequate state counterterrorism with no regard for local populations. It resulted in challenges to the rule of law and human rights in these countries. Although trans-national military counterinsurgency among ECOWAS governments improved, it remained hampered by the divide between Anglophone and Francophone countries and the vested interest of former colonial rulers France and Great Britain. By now, terrorists also effectively use cyberspace and social media to create fear and spread their violent ideologies. The interactions between crime and terror in West Africa will continue in the foreseeable future. It may even increase, considering the devastating effects of the COVID-19 pandemic and famines caused by failing cereal imports as a result of the Russian war in Ukraine. The effects on the social structure are considerable, including the population's dwindling trust in the state administration and the villagers' willingness to side with the terrorists. The fight against terrorism demands viable long-term solutions that take into account the linkages between counterterrorism, the rule of law and human rights and socio-economic development.

Zusammenfassung: [*Externe Quellen terroristischer Bedrohungen in Westafrika*] - . Der Kampf gegen den Terrorismus ist eine komplexe Aufgabe, die nicht auf militärische Optionen beschränkt ist. Er betrifft auch den Staatsaufbau, Nationalismus und inklusive nachhaltige Entwicklung. Die Wurzeln der zugrunde liegenden Konflikte wurden bereits während des Kolonialismus, des Sklavenhandels, der Plünderung von Ressourcen und der willkürlichen Grenzziehung in Afrika gelegt. Der Kampf kann weder durch Besatzung noch durch interne Bemühungen der betroffenen Länder allein gewonnen werden, insbesondere dann nicht, wenn Terroristen heimliche Unterstützung von Teilen der Armee und der politischen Elite des Landes genießen. Es gibt externe Quellen, die durch eine enge Zusammenarbeit zwischen transnationaler Kriminalität und terroristischen Netzwerken gewalttätige Konflikte schüren. Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung in globalen Finanzsystemen sind Teil des Problems. Auch viele Aktivisten und Kämpfer werden nicht nur von religiösem Fanatismus und ideologischem Eifer getrieben. Auch Rache, bloßes Überleben und lokale Kämpfe zwischen verfeindeten Gruppen spielen oft eine entscheidende Rolle. Schlecht verwaltete und unregierbare Räume begünstigen Warlords, sowohl in radikalen dschihadistischen als auch in nicht-religiösen terroristischen Bewegungen, die von lokalen Konflikten und informellen Netzwerken angetrieben werden. Die militärische Reaktion einiger Regierungen und Sicherheitsdienste degenerierte zu unangemessener staatlicher Terrorismusbekämpfung ohne Rücksicht auf die lokale Bevölkerung. Dies führte zu Herausforderungen für die Rechtsstaatlichkeit und die Menschenrechte in diesen Ländern. Obwohl sich die transnationale militärische Aufstandsbekämpfung unter den ECOWAS-Regierungen verbesserte, wurde sie immer noch durch die Kluft zwischen anglophonen und frankophonen Ländern und eigennützigem Interessen der ehemaligen Kolonialherren Frankreich und Großbritannien behindert. Inzwischen nutzen Terroristen auch effektiv den Cyberspace und soziale Medien, um Angst zu erzeugen und ihre gewalttätigen Ideologien zu verbreiten. Die Wechselwirkungen zwischen Kriminalität und Terror in Westafrika werden in absehbarer Zeit fortbestehen. Angesichts der verheerenden Auswirkungen der COVID-19-Pandemie und der Hungersnöte, die durch fehlende Getreideimporte infolge des russischen Krieges in der Ukraine verursacht wurden, könnten sie sogar noch zunehmen. Die Auswirkungen auf die Sozialstruktur sind erheblich, darunter das schwindende Vertrauen der Bevölkerung in die staatliche Verwaltung und die Bereitschaft der Dorfbewohner, sich auf die Seite der Terroristen zu stellen. Der Kampf gegen den Terrorismus erfordert tragfähige langfristige Lösungen, die die Verbindungen zwischen Terrorismusbekämpfung, Rechtsstaatlichkeit und Menschenrechten sowie sozioökonomischer Entwicklung berücksichtigen.

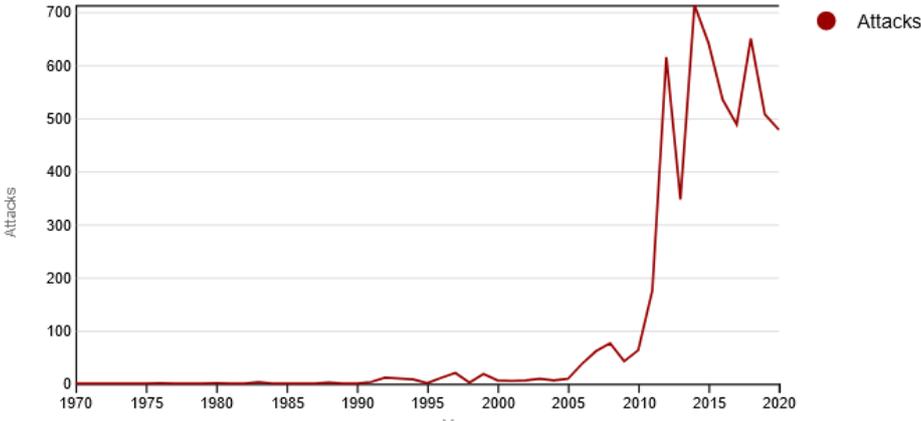
Annexe : Attaques terroristes dans certains pays subsahariens, 1970 – 2002

Graph 17: Attaques terroristes en Afrique subsaharienne



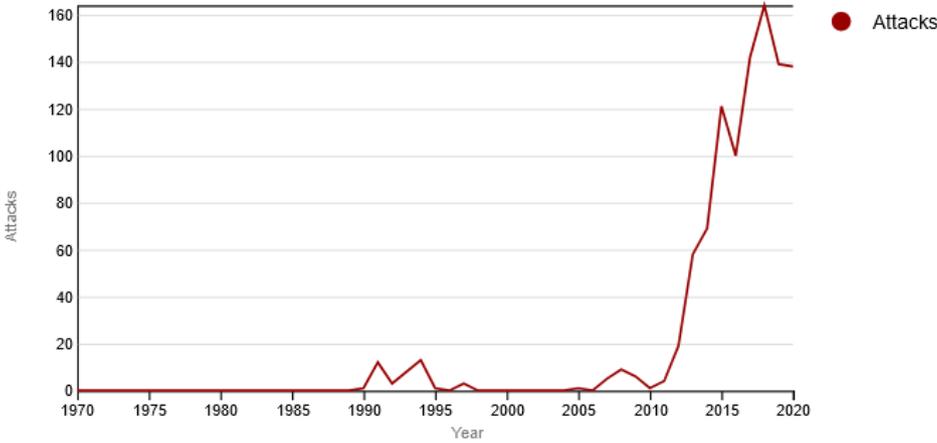
Source: Global Terrorism Database. Online at: <https://www.start.umd.edu/gtd>

Graph 18: Attaques terroristes au Nigéria



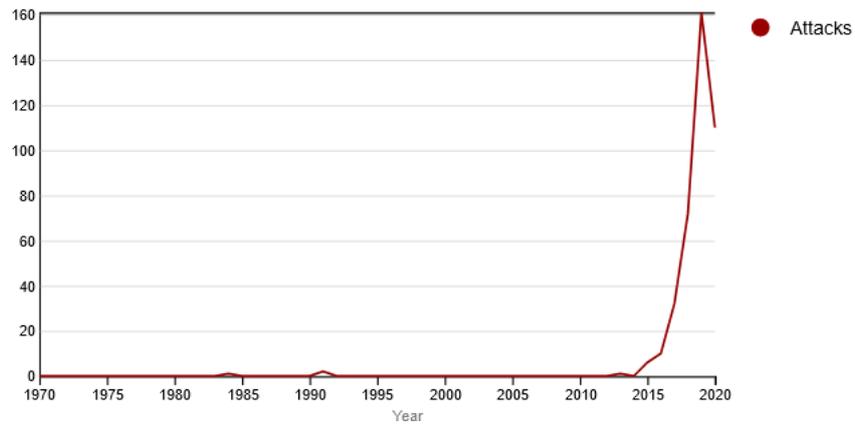
Source: Global Terrorism Database. Online at: <https://www.start.umd.edu/gtd>

Graph 19: Attaques terroristes au Mali



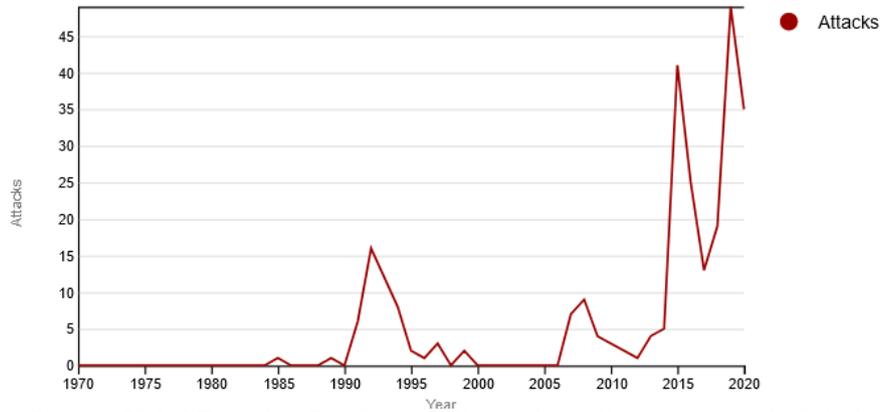
Source: Global Terrorism Database. Online at: <https://www.start.umd.edu/gtd>

Graph 20: Attaques terroristes au Burkina Faso



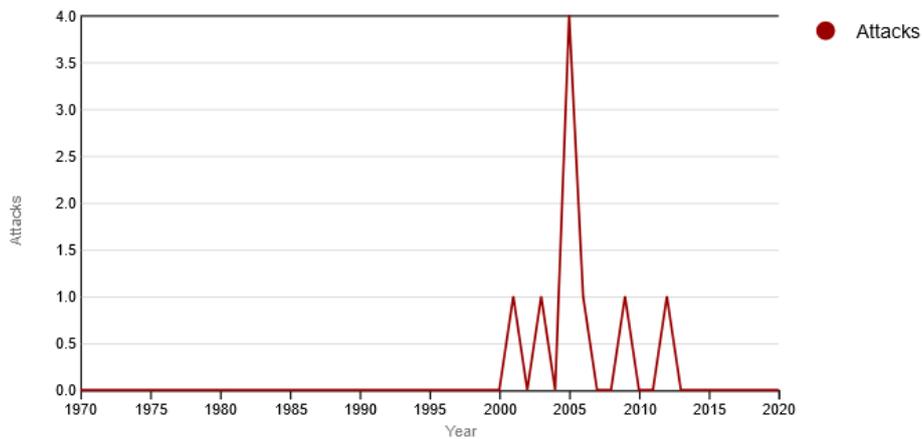
Source: Global Terrorism Database. Online at: <https://www.start.umd.edu/gtd>

Graph 21: Attaques terroristes au Niger



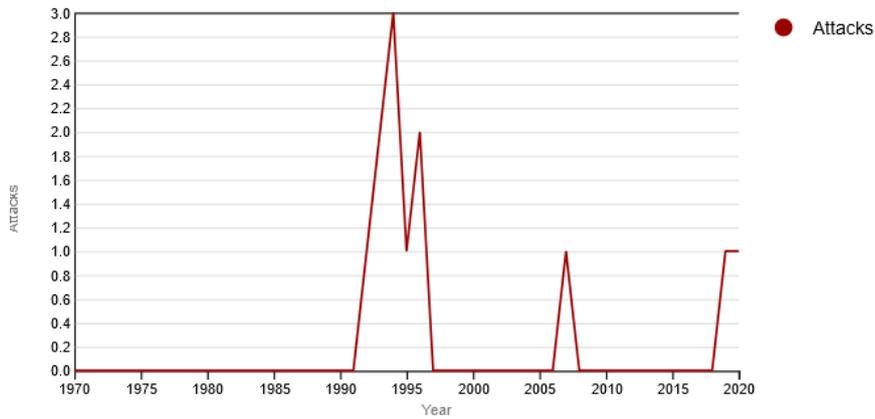
Source: Global Terrorism Database. Online at: <https://www.start.umd.edu/gtd>

Graph 22: Attaques terroristes en Guinée-Bissau



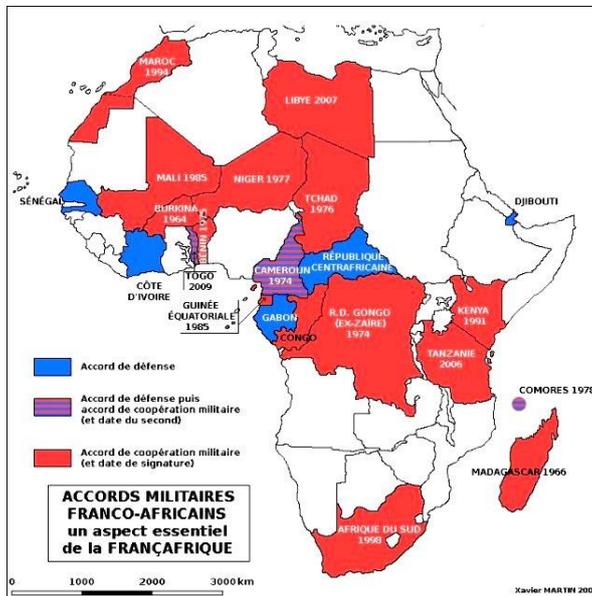
Source: Global Terrorism Database. Online at: <https://www.start.umd.edu/gtd>

Graph 23: Attaques terroristes au Bénin



Source: Global Terrorism Database. Online at: <https://www.start.umd.edu/gtd>

Graph 24: Les traités militaires franco-africains, un aspect important de la 'Françafrique'



Source: Françafrique, histoire militaire explicite wordpress.com, 19 août 2016

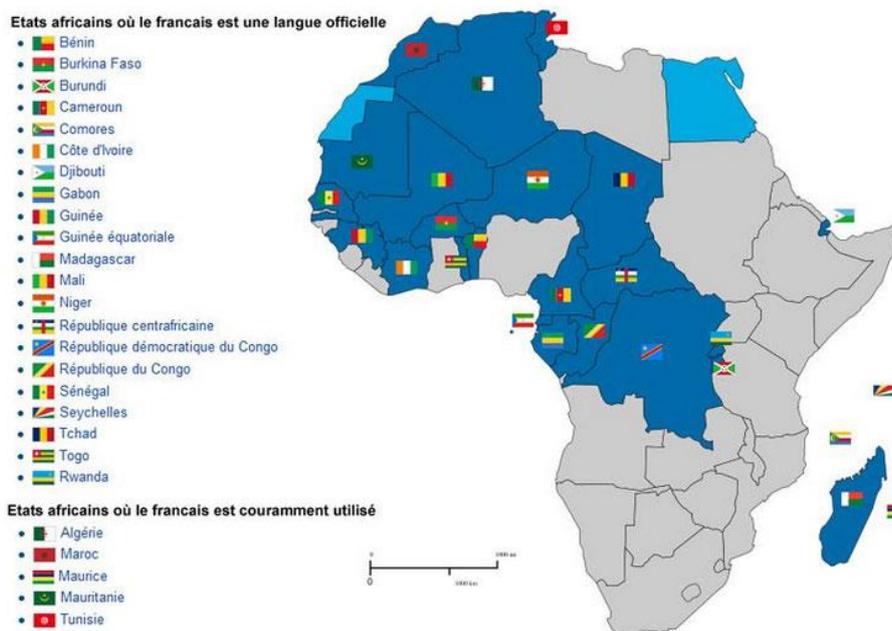
Graph 25: Opération Barkhane, 2019



Source: Ministère des Armées (Gouvernement français de la défense), [Dossier de Presse – Opération BARKHANE](#), Septembre 2022, p. 17

Graph 26 : Afrique francophone (26 pays)

(bleu foncé, pays généralement considérés comme appartenant à l'Afrique francophone ; bleu clair, la Mauritanie et l'Égypte sont parfois aussi considérées comme francophones)



Source: Francophone Africa, Wikipedia